

DES FEUX DE FORÊT DÉCLARÉS DANS PLUSIEURS WILAYAS

Des morts et des milliers d'évacués

Le ministère de l'intérieur dans un communiqué a fait état de 15 personnes décédées suite à ces incendies ainsi que 26 autres blessées et des milliers de personnes sont évacuées, alors que les efforts se poursuivent pour endiguer les flammes. De son côté le ministre de la Défense a déploré la mort de 10 militaires et 25 autres blessés. P 3



BOURSE DES VALEURS
MOBILIÈRES

Lancement d'une consultation pour l'élaboration d'un nouveau règlement

La Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) a lancé une consultation de place en vue de l'élaboration d'un nouveau texte réglementaire organisant et encadrant les mécanismes de fonctionnement de la Bourse des valeurs mobilières, a-t-elle indiqué dans un communiqué.

P 2

PROGRAMME SOLAIRE DE
15 000 MW

Lancement bientôt de la première phase

Le programme de 15 000 Mégawatts d'énergie solaire entre dans sa première phase de concrétisation. Après plusieurs reports, le projet d'énergie solaire de 2000 mégawatts sera bientôt lancé. Les entreprises réalisatrices seront incessamment sélectionnées.

P 5

FACE À UNE INFLATION
TOUJOURS ÉLEVÉE

La BCE va procéder à une nouvelle hausse des taux

Lors de la réunion du conseil des gouverneurs jeudi, la Banque centrale européenne (BCE) devrait procéder à une hausse de 25 points de base de ses taux directeurs, comme annoncé lors de sa dernière réunion en juin, l'inflation sous-jacente restant élevée, à 6,9% en juin.

P 11

INSCRIPTIONS UNIVERSITAIRES (2023)

Le délai prorogé

P 2

LES 10 PLUS GRANDES ÉCONOMIES
DU CONTINENT

L'Algérie arrive à la quatrième place

P 4

SALON INTERNATIONAL AGREST-EXPO

La 2e édition du 26 au 29 octobre prochain à Constantine

P 3

INSCRIPTIONS UNIVERSITAIRES (2023)

Le délai prorogé

Le ministère de l’Enseignement supérieur et de la recherche scientifique a fait savoir ce lundi dans un communiqué repris par des médias, que le délai des inscriptions universitaires pour les nouveaux bacheliers (session 2023) a été prorogé jusqu’au mardi 26 juillet à 18 heures, au lieu du 24 du même mois comme prévu initialement. Cette première étape sera suivie des inscriptions définitives prévues du 5 au 10 août prochain. L’opération s’achèvera juste après le paiement par l’étudiant des droits d’inscription estimés à 200 DA via la plateforme électronique www.mesrs.dz/webetur à partir de laquelle l’étudiant pourra également télécharger sa carte électronique. Le ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique consacra la période allant du 2 au 6 août aux entretiens des nouveaux bacheliers orientés vers les Ecoles nationales supérieures des enseignants (ENS).

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Lancement d’une nouvelle offre « Idoom Fibre Gamers »

Une nouvelle offre d’Algérie Télécom « Idoom Fibre Gamers », destinée aux clients résidentiels et nouveaux clients amateurs des jeux en ligne, a été lancée, ce lundi, indique l’opérateur public dans un communiqué. La gamme « Idoom Fibre Gamers » permet aux passionnés des jeux en ligne de profiter pleinement d’une connexion très haut débit, a précisé Algérie Télécom, qui propose plusieurs offres. Il s’agit de l’offre « Idoom fibre 20 Mégas, qui permet un Upload de 10 Mégas pour un tarif de 2799DA/mois, de l’offre 50 Mégas, avec un Upload de 25 Mégas pour un tarif de 2999DA/mois et de l’offre 100 Mégas, avec un Upload de 60 Mégas pour un tarif de 3399DA/mois. D’autres offres sont proposées comme celle d’«Idoom Fibre 200 Mégas », qui permet un Upload de 120 Mégas pour un tarif de 3999DA/mois et de l’offre 300 Mégas, avec un Upload de 200 Mégas pour un tarif de 4599DA/mois. « A travers cette nouvelle gamme, Algérie Télécom tend à satisfaire les attentes de l’ensemble de ses clients, notamment les amoureux des jeux vidéo en ligne », souligne le communiqué.

LUTTE CONTRE LA MIGRATION CLANDESTINE

L’Algérie poursuivra son soutien aux Etats africains

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a affirmé, dimanche depuis Rome, la détermination de l’Algérie à poursuivre son soutien aux Etats africains concernés par la migration clandestine, en y créant des projets de développement tel que concrétisé au Mali, au Niger et en Mauritanie, à même de contribuer à la réduction de ce phénomène qui impacte aussi bien les pays d’origine que les pays d’accueil des flux migratoires.

Par R.E.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa participation à la Conférence internationale sur le développement et la migration, organisée par l’Italie, M. Benabderrahmane a indiqué qu’il représentait le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à cet événement qui constitue une nouvelle occasion de passer en revue l’approche algérienne concernant la migration clandestine. Cette approche, explique le Premier ministre, consiste principalement à permettre aux Etats

africains d’adhérer à un processus de développement générateur de richesse et d’emplois, rappelant l’initiative du Président de la République, qui s’inscrit dans le même cadre, d’affecter 1 milliard de dollars au profit de l’Agence algérienne de coopération internationale en vue de financer des projets de développement dans ces Etats africains et tarir l’une des sources de ce phénomène. A tout cela s’ajoutent d’autres obstacles entravant le processus de développement, à l’instar des dettes qui s’accumulent et qui ne permettent pas à ces pays de trouver les financements relatifs à l’établissement de projets qui dissuaderaient ceux désirant émigrer clandestine-

ment de risquer leur vie. A ce propos, M. Benabderrahmane a formé le vœux de voir les Etats partenaires suivre l’approche algérienne « opérationnelle » qui converge avec son homologue italienne en matière de soutien au développement. Quant à l’Algérie qui est passée d’un pays de transit à un pays de sédentarisation pour les milliers de migrants clandestins, le Premier ministre a rappelé que le pays prend en charge cette problématique « avec ce que nous dicte notre humanité et notre devoir de solidarité envers les peuples africains qui pâtissent sur le plan sécuritaire et de développement ».

BOURSE DES VALEURS MOBILIÈRES

Lancement d’une consultation pour l’élaboration d’un nouveau règlement

La Commission d’Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) a lancé une consultation de place en vue de l’élaboration d’un nouveau texte réglementaire organisant et encadrant les mécanismes de fonctionnement de la Bourse des valeurs mobilières, a-t-elle indiqué dans un communiqué. Ce nouveau texte réglementaire qui viendra "en remplacement du Règlement 97-03 du 18 novembre 1997 existant", s’inscrit dans le cadre de "la nouvelle vision de la Commission qui vise à mettre à jour et à harmoniser les textes réglementaires relevant de sa compétence pour les adapter aux exigences actuelles et à la dynamique que connaît l’économie nationale depuis trois ans, ainsi qu’au plan d’action du gouvernement visant à diversifier l’économie nationale et ses sources de financement", précise la même source. Cette consultation réunit les acteurs de la place financière d’Alger, à savoir la Société de gestion de la Bourse (SGBV), le dépositaire central des titres, les intermédiaires en opérations de bourse, les banques, les compagnies

d’assurances et les sociétés de capital risque, est-il expliqué dans le document. Dans ce cadre, une séance de travail a eu lieu au siège de la SGBV le 25 juin dernier, entre les cadres des deux institutions visant à définir les contours du nouveau règlement général de la bourse. Une deuxième séance de travail s’est tenue au siège de la COSOB le 03 juillet courant, réunissant les cadres de la commission et les représentants de la société de gestion de la Bourse, dépositaire central des titres et des intermédiaires en opérations bourse. Cette réunion a eu pour objet d’étudier les propositions soumises par les partenaires pour aboutir à un document complet et efficace, explique, également, le communiqué. Selon le document, la COSOB oeuvre par cette initiative afin d’"avoir un nouveau texte qui correspond aux pratiques et normes internationales en la matière". La Commission a noté dans son communiqué que d’autres réunions, toujours dans le même contexte, se tiendront à l’avenir.

R.E.

HAUTE AUTORITÉ DE TRANSPARENCE, DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION
Atelier de formation à Alger en collaboration avec le PNUD

La Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption organise, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les 24 et 25 juillet, à Alger, « un atelier de formation » sur l’application de l’indice d’efficacité « probité » inspiré du modèle sud-coréen de l’évaluation des efforts de lutte contre la corruption au sein du secteur public, indique un communiqué de l’Autorité. Dans ce cadre, la Haute autorité a invité certains secteurs ministériels et établissements public sous tutelle, qui ont affiché leur intérêt à travailler avec cet indicateur durant l’année 2023-2024 comme première expérience, à participer à cet atelier, scindé en deux groupes, a précisé le communiqué. Le premier groupe inclut les administrations centrales des secteurs ministériels, à savoir: le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l’étranger, le ministère de l’Intérieur, des Collectivités locales et de

l’Aménagement du territoire, le ministère de la Justice, le ministère des Finances, le ministère du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale, le ministère de l’Environnement et des Energies renouvelables, le ministère de la Jeunesse et des Sports, le ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le ministère de la Poste et des Télécommunications, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et le ministère de la Culture et des Arts. Le deuxième groupe sera composé des établissements public sous tutelle, à savoir: la Direction générale des Impôts, la Direction générale de la Protection civile, la Direction générale des Douanes, la Direction générale des Domaines de l’Etat, la Direction générale des Forêts et l’Office national des examens et concours. Selon la même source, la matrice de l’indice de l’efficacité « probité » est constituée de 03 catégories, 08 critères, 18 indicateurs et 58 critères d’évaluation, répartis sur des principes fondamentaux, dont la consolidation

de l’intégrité, de la transparence et de la reddition de comptes dans le secteur public, d’autant que cet indice fournit « des orientations claires pour les entreprises publiques ciblées autour des mesures prioritaires en matière de prévention et de lutte contre la corruption, appuyés d’indices clairs et de système de notation, dans l’objectif de restructurer les secteurs ministériels et les entreprises publiques durant l’année 2023/2024 ». Selon le communiqué, » l’opération de mise en œuvre de l’indice auprès des établissements ciblés débutera en septembre 2023 et visera à concrétiser les mesures inscrites à la matrice jusqu’à juin 2024, où les secteurs et les entreprises concernés sont évalués selon la méthodologie adoptée, de même que pour la restructuration des entreprises selon les notes accordées, tout en assurant la diffusion par la haute autorité du rapport en septembre 2024.

R.E.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s’adresser à l’Agence Nationale de Communication d’Edition et de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

DES FEUX DE FORÊT DÉCLARÉS DANS PLUSIEURS WILAYAS

Des morts et des milliers d'évacués

Le ministère de l'intérieur dans un communiqué a fait état de 15 personnes décédées suite à ces incendies ainsi que 26 autres blessées et des milliers de personnes sont évacuées, alors que les efforts se poursuivent pour endiguer les flammes. De son côté le ministre de la Défense a déploré la mort de 10 militaires et 25 autres blessés.



Par Réda Hadi

Le bilan s'annonce d'ores et déjà lourd, avec 25 personnes prises par les flammes. Suite à cette tragédie, le Président de la République a présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes, civiles et militaires, des feux de forêt en cours dans certaines wilayas du pays, assurant du soutien de l'Etat et de la pleine mobilisation des différents services pour venir à bout de ces incendies. « Suite aux feux de forêt en cours dans certaines wilayas de l'est du pays ayant fait des victimes, civiles et militaires, le président de la République présente ses sincères condoléances et exprime sa compassion aux familles des victimes, souhaitant prompt rétablissement aux blessés », lit-on dans un message de condoléances de la présidence de la République. Ainsi, toujours selon le même communiqué du ministère de l'Intérieur, 1500 personnes dont les maisons sont menacées par les flammes au niveau des communes de Zbarbar, Kadiria et Lakhdaria ont été évacuées hier lundi matin. Le ministère de l'Intérieur a annoncé la mobilisation de 7500 agents, 350 camions en plus des unités aériennes afin de venir à bout de ces incendies relevant que l'ensemble des moyens humains et matériels sont déployés sur le terrain pour maîtriser rapidement la situation. « Les interventions se poursuivent au niveau de Boumerdes, Bouira, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Jijel et Skikda, où 13 colonnes mobiles et

4250 agents et 12 avions bombardiers d'eau sont mobilisés » souligne encore le ministère. Dans le même contexte, au moins deux routes nationales sont actuellement bloquées à la circulation dans les wilayas de Béjaïa et de Jijel en raison des importants feux de forêts enregistrés ce lundi, rapportent plusieurs médias. Notons également que des vacanciers installés au niveau de l'auberge de Thaïs dans la commune de Toudja ont été évacués hier lundi. La vague de chaleur « persistera au moins durant les trois prochains jours » dans certaines wilayas, indique un bulletin météorologique spécial (BMS). L'Office national de météorologie a indiqué que la vague de chaleur actuelle qui affecte la majorité des wilayas du pays se poursuivra aujourd'hui mardi, et les températures se situeront entre 39 et 49 degrés Celsius. Toutes les régions du pays seront touchées par cette canicule qu'un responsable de l'ONM a qualifiée dans une déclaration à la Radio algérienne de phénomène extrême. La canicule qui sévit sur pratiquement tout le territoire national a favorisé le départ de près de cent feux de forêts dans plusieurs wilayas et Centre et de l'Est du pays, notamment Béjaïa, Jijel, Tizi-Ouzou, Skikda, Bouira et Boumerdes. De son côté, la Protection civile a rappelé les précautions à prendre pour éviter les insulations et la déshydratation. Les incendies sont classés comme risques majeurs. En ce sens, de 2004-2022, les risques majeurs ont coûté plus de 5,5 milliards de dollars au trésor public état d'alerte maximale

Si le risque zéro n'existe pas, les pouvoirs publics ont quand même prit les devants et engagé des initiatives et mesures à même de diminuer l'impact négatif des incendies. La mesure phare de la lutte anti-incendie de forêt, reste l'acquisition de bombardiers d'eau. De même que s'ajoutent à ces moyens de lutte, l'utilisation de drones algériens pour la surveillance de débuts d'incendies dans les forêts. De son côté, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a déclaré, dans un communiqué, l'état d'alerte maximale » pour l'ensemble des intervenants dans la campagne de prévention et de lutte contre les feux de forêts, en vue de faire face à toute urgence, en raison des conditions climatiques marquées par une hausse importante des températures. Parmi les mesures préventives décidées dans le cadre de la protection des forêts contre les risques d'incendies, figurent « l'interdiction formelle d'organiser des barbecues à l'intérieur ou à proximité des espaces forestiers à travers l'ensemble du territoire national, en toutes circonstances », « le maintien du gel de la production du charbon, eu égard aux risques d'incendies au niveau des forêts » et l'intensification des patrouilles mixtes au niveau et aux alentours de tous les espaces forestiers. De son côté, la Direction générale des forêts a appelé à la vigilance, rappelant aux citoyens la nécessité d'éviter tout comportement pouvant provoquer un incendie et menacer leur sécurité et la richesse forestière, notamment après les alertes lancées lundi par les services météorologiques concernant une hausse record des températures.

POUR SUPERVISER LES OPÉRATIONS D'EXTINCTION DES FEUX

Le ministre de l'Intérieur dépêche le DG de la Protection civile à Béjaïa

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a dépêché, lundi, le Directeur général de la Protection civile, le Colonel Boualem Boughelaf dans la wilaya de Béjaïa pour superviser personnellement le déroulement des opérations d'extinction des feux sur le terrain. "Le Colonel Boualem Boughelaf supervisera le centre de commandement installé à l'unité principale de la Protection civile de la wilaya de Béjaïa", lit-on dans le

communiqué du ministère de l'Intérieur. Pour rappel, le ministère avait fait état, dans son communiqué, de quatre-vingt-dix-sept (97) incendies de forêt, de maquis et de récoltes, enregistrés à travers 16 wilayas. Les wilayas de Béjaïa, de Bouira et de Jijel ont enregistré des incendies de grande envergure, en raison des fortes rafales de vents qui soufflent dans ces régions, où les feux se sont propagés dans certains villages, faisant 15 morts (paix à leur âme) et 26 blessés, tandis que

1.500 citoyens ont été évacués, notamment dans les communes de Fenaïa (daïra d'El Kseur) et de Zbarbar (daïra de Lakhdaria). Afin de faire face à ces incendies qui sévissent à travers plusieurs wilayas du pays, quelques 7.500 agents ont été mobilisés sur le terrain, et 350 camions de différents gabarits ont été déployés, en plus des moyens aériens, ce qui a permis de circonscrire la majorité des feux. Les opérations d'extinction des incendies se poursuivent dans

six (06) wilayas, à savoir: Boumerdes, Bouira, Tizi Ouzou, Béjaïa, Jijel et Skikda, avec la mobilisation de 13 colonnes mobiles et 3050 agents, renforcés plus tôt dans la matinée, par 12 colonnes mobiles et 1200 agents supplémentaires. Aussi, 12 moyens aériens de lutte contre les incendies sont toujours mobilisés au niveau de ces wilayas, dont des hélicoptères des Forces aériennes de l'Armée nationale populaire (ANP), notamment un grand bombardier d'eau".

R E.

SAID AYACHI

« L'offensive politico-économique du Président Tebboune est courageuse et constructive »

La dernière tournée du président de la République est un franc succès dans la perspective d'un redéploiement diplomatique de l'Algérie en faveur de la paix dans le monde où la convergence de vues a été réitérée avec ses partenaires, et pas des moindres puisqu'il s'agit du Qatar, de la Chine et de la Turquie.

C'est ce qu'a déclaré ce matin M. Said Ayachi, président du Comité algérien national de solidarité avec le peuple sahraoui, qui s'exprimait à l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio Algérienne.

M. Ayachi a estimé que « la convergence de vues concernant les principaux dossiers internationaux avec ses partenaires a été quasiment totale » ajoutant qu'il faut rendre justice au président de la République pour cette offensive politique, économique et diplomatique réussie, tout en rappelant l'annonce du montant d'investissements chinois dans notre pays et qui s'élève désormais à pas moins de 36 milliards de dollars. « Cette stratégie du président s'inscrit en droite ligne dans la défense des intérêts de notre pays », a-t-il dit.

Concernant l'autodétermination des peuples, « le président de la République a trouvé une oreille attentive et un accord sérieux en vue d'aboutir à une issue juste et durable à ces crises à travers le monde et mettre fin à des colonisations criminelles », a-t-il poursuivi. Dans le même ordre d'idées, l'invité de la Radio est revenu sur le statut de médiateur conféré récemment à l'Algérie, rappelant ses multiples réussites, à travers l'histoire, dans le règlement des crises à la demande des pays impliqués.

« En entrant au Conseil de sécurité de l'ONU, ajoute-t-il, l'Algérie endosse une lourde responsabilité qu'elle assumera entièrement notamment pour la lutte contre ce qui est abject au XXIe siècle : l'occupation et la colonisation (...) Et lors de son mandat, appuie-t-il, elle va encore combattre, avec les autres membres du Conseil de sécurité qui partagent ses points de vues, pour l'émancipation des derniers peuples colonisés à savoir les peuples palestinien et sahraoui ». S'agissant de l'intérêt économique strict de l'Algérie, M. Ayachi considère que l'offensive du chef de l'Etat à travers le monde, s'inscrit dans la droite ligne de la défense des intérêts de l'Algérie. « Ayant des atouts appréciables et un potentiel reconnu, l'Algérie, dit-il, se présente maintenant face à des partenaires stratégiques pour pouvoir construire une coopération gagnant-gagnant dans la complémentarité économique. » C'est le principal objectif, estime-t-il, du précepte du Président qui a, à plusieurs reprises, réitéré le désir d'un réel transfert technologique, longtemps attendu de l'Occident mais qui n'est jamais venu.

R E.

SALON INTERNATIONAL AGREST-EXPO

La 2e édition du 26 au 29 octobre prochain à Constantine

La deuxième édition du Salon international « Agrest-Expo » se tiendra du 26 au 29 octobre prochain à Constantine, ont indiqué ce lundi les organisateurs dans un communiqué. Cet événement regroupant deux pavillons parallèles dédiés respectivement aux secteurs de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, vise essentiellement à « permettre aux opérateurs nationaux et étrangers de tisser des relations d'affaires et de partenariat à même d'exploiter les atouts et potentialités indéniables que comporte la région de l'Est algérien », ajoutent les organisateurs. Plus de 250 entreprises algériennes et étrangères prendront part à cet événement, dont près d'une soixantaine d'entreprises étrangères d'une dizaine de pays européens, africains, américains et asiatiques,

« ce qui permettra aux opérateurs algériens de tisser des relations de partenariat et de bénéficier également des avancées techniques et technologiques ». Organisé en partenariat avec l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal) et la Chambre de commerce et d'industrie « Rhumel » de Constantine, et des organisations patronales, le salon promet d'être aussi riche en conférences-débat thématiques animées par des experts autour des sujets les plus pertinents de l'heure. L'élevage ovin, bovin, avicole et apicole, la céréaliculture, culture maraîchère, production laitière, arboriculture fruitière, santé animale constituent les principales filiales à exposer dans le pavillon dédié à l'agriculture, qui connaîtra la participation de près d'une

centaine d'opérateurs algériens et étrangers. L'autre pavillon abritera des professionnels de l'industrie agroalimentaire, des équipements de transformation et des entreprises spécialisées dans l'emballage, avec une forte présence d'opérateurs dans ces filières qui enregistrent une croissance remarquable ces dernières années en Algérie. Les étudiants et les porteurs de projets innovants bénéficieront d'espaces d'exposition à titre gracieux, afin de se mettre en contact direct avec les professionnels dans l'optique de faire valoir leurs projets et trouver éventuellement les moyens nécessaires pour leur concrétisation.

AG ORDINAIRE DE LA CHAMBRE NATIONALE DE L'ARTISANAT ET DES MÉTIERS

Des recommandations seront soumises à la tutelle pour promouvoir l'Artisanat

La chambre nationale de l'Artisanat et des métiers (CNAM) a tenu, ce lundi à Alger, son assemblée générale ordinaire avec la participation de 288 membres venus de différentes wilayas du pays.

Au cours des travaux de cette Assemblée de deux jours, il sera procédé à l'examen et à l'adoption des rapports moral et financier, de même que les différentes préoccupations des artisans seront soulevées en vue de sortir avec des recommandations qui seront soumises à la tutelle pour soutenir et promouvoir l'Artisanat. Lors de cette rencontre, une session de formation sur le thème de l'entrepreneuriat sera également organisée au profit des participants. Dans ce cadre, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche a affirmé dans une allocution, que cette rencontre constituait « une précieuse et importante occasion durant laquelle les différentes questions qui intéressent les artisans seront examinées, en consécration du principe de la démocratie participative à travers laquelle les artisans expriment leurs préoccupations en vue de parvenir à des solutions à même d'améliorer leur situation professionnelle et de leur permettre d'atteindre le professionnalisme ». M. Didouche a également estimé que l'Artisanat « est un secteur stratégique sur lequel nous pouvons compter pour diversifier l'économie nationale et créer la richesse et des emplois ».

De son côté, le Directeur général de la CNAM, Abdelkrim Berki a affirmé, dans une déclaration à la presse en marge des travaux de cette assemblée générale, que « lors de cette rencontre, une session de formation sera organisée au profit des participants sur l'importance de l'ancrage de l'esprit entrepreneurial chez les artisans, en les associant à la réalisation du développement économique, à la création de la richesse et à la résorption du chômage ». A cette occasion, M. Berki a mis en exergue l'importance de poursuivre la formation des artisans pour réaliser la créativité et atteindre l'excellence », notant que « depuis janvier 2023, plus de 27000 artisans ont été formés au niveau national dans diverses disciplines ».

Agence

LES 10 PLUS GRANDES ÉCONOMIES DU CONTINENT

L'Algérie arrive à la quatrième place

Le Nigeria et l'Égypte sont les plus grandes économies d'Afrique, chacune affichant un PIB de 477 milliards de dollars. Quant à l'Algérie, elle arrive à la quatrième place avec PIB de 192 milliards de dollars, derrière respectivement le Nigeria, l'Égypte et l'Afrique du Sud.

Par Slimane T

En effet, et selon un rapport du « Business Insider Africa » publié hier lundi, l'Algérie figure toujours dans le TOP 10 des pays plus grandes économies du continent. « Avec d'abondantes réserves de pétrole et de gaz naturel, l'industrie pétrochimique algérienne contribue à son PIB de 192 milliards de dollars. Cela positionne l'Algérie comme une force économique majeure en Afrique du Nord », notre le rapport. L'Algérie devance le Maroc (134 mds \$), l'Éthiopie (127 mds \$), le Kenya (113 mds \$), l'Angola (107 mds \$), la Tanzanie (75,71 mds \$), et le Ghana

(72,84 mds \$). Selon le dernier rapport du Fonds monétaire international (FMI), l'Algérie devrait garder sa place dans le classement de top 10 des grandes économies africaines du moins jusqu'à 2026. Néanmoins, ces prévisions pourraient changer selon l'évolution de la situation économique et financière internationale et la volonté des États africains à restructurer leur système économique et commercial afin de faire face au défi climatique, énergétique, alimentaire et technologique. Concernant l'Algérie, ces changements devraient évoluer dans le bon sens au vu des efforts déployés, ces dernières années, et qui ouvrent au pays des perspectives économiques très ambitieuses.

Au niveau national, les autorités algériennes ont relancé les plus grands chantiers à l'arrêt depuis des décennies et ont mis en œuvre de nouvelles politiques d'investissement, permettant d'attirer les investisseurs étrangers et hisser la valeur des IDE dans le pays. L'adhésion prochainement de l'Algérie au groupe des Brics sera également un autre atout pour notre pays pour s'illustrer davantage sur la scène économique mondiale. Des investissements lourds des pays amis comme la Russie et la Chine sont attendus. D'ailleurs, la Chine, elle seule, a annoncé 36 milliards de dollars d'investissement dans divers projets stratégiques. Une fois, ces projets concrétisés, l'économie nationale connaîtra un nouvel essor.

FAO

Lancement d'un plan d'action en faveur de son ambitieuse stratégie pour le climat

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a lancé un plan d'action destiné à appuyer la mise en œuvre de son ambitieuse Stratégie relative au changement climatique 2022-2031. La Stratégie, qui a été approuvée en juin 2022 par l'organe exécutif de la FAO, à savoir le Conseil, repose sur l'idée que les systèmes agroalimentaires doivent être durables, inclusifs, résilients et adaptables face au changement climatique. Les systèmes agroalimentaires mondiaux, qui englobent la production de produits agricoles alimentaires et non alimentaires, ainsi que leur stockage, transport, transformation, distribution, commercialisation et consommation, sont actuellement responsables d'environ un tiers de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre. Ils figurent également parmi les principales victimes de la crise climatique. Mais les systèmes agroalimentaires offrent également de nombreuses solutions pour faire face à la crise climatique, allant du renforcement de la résilience au stockage du carbone en passant par l'adaptation et l'atténuation. La Stratégie vise à accroître la visibilité et l'adoption de ces solutions ainsi que les investissements dans ces solutions en contribuant à des économies adaptables, résilientes et à faible taux d'émissions tout en permettant « aux générations actuelles et futures d'avoir accès à une nourriture saine, salubre et nutritive en quantité suffisante, ainsi qu'à d'autres produits et services agricoles, en ne

laissant personne de côté ». Surtout, elle tient compte d'un point crucial : c'est maintenant qu'il faut agir. Pour garantir la bonne mise en œuvre de la Stratégie dans les délais prévus, la FAO a mis au point un plan d'action en s'appuyant sur des échanges menés avec ses membres de façon à s'assurer que ce plan d'action corresponde le plus possible à leurs besoins et à leurs priorités. « La Stratégie de la FAO relative au changement climatique, qui constitue notre réponse au défi mondial que représente la lutte contre les effets de la crise climatique, vise à s'attaquer à un vaste ensemble de problèmes imbriqués, notamment la perte de biodiversité, la désertification, la dégradation des terres et de l'environnement et la nécessité de disposer d'une énergie accessible, abordable et renouvelable et d'assurer la sécurité alimentaire et la sécurité de l'approvisionnement en eau », a déclaré le Directeur général de la FAO, M. Qu Dongyu. « Ce plan d'action contribuera à la mise en œuvre de solutions au changement climatique fondées sur les systèmes agroalimentaires et s'appuyant sur tous les domaines d'activité de la FAO, assurant ainsi l'unité d'action de l'Organisation. »

Trois piliers

Le plan d'action repose sur trois piliers : 1) sensibilisation aux niveaux mondial et régional ; 2) appui en matière de politiques au niveau des pays ; 3) intensification de l'action pour le climat sur le terrain faisant intervenir les acteurs lo-

caux et les populations vulnérables. En ce qui concerne le premier pilier, la FAO a déjà commencé à accroître ses efforts de sensibilisation au sein des instances mondiales. Par exemple, elle a été désignée partenaire stratégique de la présidence de la COP27, a contribué au volet agriculture des négociations sur le climat et a tenu, pour la première fois, un pavillon de l'alimentation et de l'agriculture lors de la Conférence sur les changements climatiques qui s'est déroulée à Charm el-Cheikh en novembre 2022. Cette dynamique et cette collaboration devraient se poursuivre sous la présidence des Émirats arabes unis. S'agissant de l'appui en matière de politiques prêt aux membres de la FAO, le plan d'action vise à intensifier l'aide à l'élaboration et à la concrétisation des engagements au sujet du climat, en particulier les plans nationaux d'adaptation et les contributions déterminées au niveau national. La FAO agit dans ce domaine au moyen de son Programme d'appui à l'intensification de l'ambition climatique pour l'utilisation des terres et l'agriculture à travers les contributions déterminées au niveau national et les plans nationaux d'adaptation (programme SCALA), qui est en cours dans 12 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Par exemple, au Népal, pays qui dispose de capacités institutionnelles limitées s'agissant de lutter contre les problèmes associés au changement climatique, le programme SCALA apporte de la valeur ajoutée et des compétences tech-

niques à l'appui de la concrétisation des objectifs du pays relatifs au renforcement de la résilience des systèmes agricoles et à l'agriculture et aux pratiques d'utilisation des terres durables. Le troisième pilier vise à renforcer la participation des parties prenantes locales, en mettant l'accent en particulier sur les groupes vulnérables tels que les femmes et les peuples autochtones, afin de progresser dans le recensement, le développement conjoint et l'adoption de bonnes pratiques qui garantiront une meilleure sécurité alimentaire et de meilleures conditions de vie tout en luttant contre le changement climatique, la perte de biodiversité et la dégradation des terres. La FAO s'y emploie notamment dans le cadre de son projet Sécurité alimentaire : une agriculture adaptée (SAGA), qui a pour but de renforcer la planification de l'adaptation pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans deux États francophones particulièrement vulnérables au changement climatique : Haïti et le Sénégal. Le plan d'action associe une série de produits concrets à l'ensemble des résultats escomptés et des piliers qui ont été approuvés au titre de la Stratégie. Il couvre la période 2022-2025, et sa mise en œuvre fera l'objet d'un examen à mi-parcours

PROGRAMME SOLAIRE DE 15 000 MW

Lancement bientôt de la première phase

Le programme de 15 000 Mégawatts d'énergie solaire entre dans sa première phase de concrétisation. Après plusieurs reports, le projet d'énergie solaire de 2000 mégawatts sera bientôt lancé. Les entreprises réalisatrices seront incessamment sélectionnées.

Par Sirine R

Hier, une cérémonie d'ouverture des plis a été organisée à Alger, en présence du ministre de l'Energie et des mines, du Pdg du Sonelgaz et du directeur général de l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA), Francesco La Camera. S'exprimant à l'ouverture de cette cérémonie, le ministre Mohamed Arkab a indiqué que l'Algérie tend à s'adapter au contexte international et à répondre à la demande domestique en matière d'énergie électrique. Il a mis, ainsi, en avant l'importance de ce projet, considéré comme la première étape de la réalisation de l'ambitieux programme de développement des énergies renouvelables en Algérie, qui vise à la réalisation de 15 centrales photovoltaïques à l'horizon 2035. Le ministre a précisé que centrales photovoltaïques, d'une capacité de production variant entre 80 et 220 Mégawatt, seront réparties sur 12 wilayas du pays. Et d'ajouter que « le secteur de l'énergie et des mines, comme vous le savez, joue un rôle important dans le développement local, de par sa contribution à la fourniture de l'énergie nécessaire, aussi bien pour la population que pour les activités économiques qui servent de moteur de développement, de création d'emplois et de valeur ajoutée à l'économie nationale ». Pour le ministre, s'adapter « au contexte international et répondre en même temps à la de-

mande nationale croissante en énergie, repose sur une politique volontariste visant à protéger l'environnement et le développement durable » en recourant à « des technologies énergétiques propres et durables » conformément aux engagements de l'Algérie dans le cadre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques et l'Accord de Paris. C'est dans ce sens que le plan du gouvernement « donne la priorité aux solutions énergétiques durables à faible émission carbone, qui valorisent tous les potentialités, notamment dans le domaine de l'énergie et des mines, pour créer des opportunités économiques et de nouvelles richesses ainsi que des opportunités d'emploi supplémentaires » souligne le ministre. Dans ce contexte, compte tenu des vastes capacités solaires de l'Algérie, un programme a été mis en place pour réaliser 15 gigawatts d'énergie renouvelable qui seront livrés par Sonelgaz à travers plus de 40 wilayas. En effet, la concrétisation de cet ambitieux de ce programme permettra à notre pays d'être un approvisionneur fiable en électricité aux pays voisins, à l'instar du gaz, affirme Mohamed Arkab. Ainsi, ce projet de 2000 mégawatts est une opportunité pour les entreprises nationales privées et publiques de suivre la roue du développement du secteur des énergies renouvelables, que ce soit dans le domaine de la réalisation, de la fabrication d'équipements ou des services. La Sonelgaz a exigé, dans le cahier des charges, un taux d'intégration nationale de 35 % au minimum. Tous les équipements tels que

les charpentes et structures des panneaux, câbles, les transformateurs BT...etc. seront impérativement procurés auprès des fabricants Algériens. De même, les travaux de génie civil et de montage électromécanique seront impérativement confiés par le soumissionnaire aux sociétés algériennes. Ce projet permettra également, ajoute le ministre, de contracter des partenariats entre les entreprises nationales et étrangères et qui conduiront, sans aucun doute, au développement et au renforcement des capacités des ressources humaines et au transfert de technologie dans ce domaine à haute valeur ajoutée. Il est à noter que le Groupe SONELGAZ a chargé ses filiales Sonelgaz – Energies Renouvelables « S-EnR » et Sonelgaz-Engineering « S-EnG » de mettre en œuvre ce vaste programme. Dans ce contexte, le nombre total de soumissionnaires est à 140 candidats (unique ou en groupement), qui ont retiré le cahier des charges. La candidature nationale s'est élevée à 34 dépôts de dossiers. Le premier projet de 2000 MWC consiste en la réalisation de quinze Centrales solaires photovoltaïques réparties sur quinze sites implantés à travers douze wilayas. La puissance unitaire de chaque centrale varie entre 80 à 220 MWC, ainsi que les ouvrages de raccordement au réseau de transport de l'électricité. Un deuxième appel d'offres sera lancé en en août 2023, pour la réalisation de 1 000 MWC, et le troisième et prévu pour le dernier trimestre 2023, pour la réalisation de 3000 MWC.

ARKAB REÇOIT LE DG DE L'AGENCE INTERNATIONALE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les moyens de renforcer la coopération examinés

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, lundi à Alger, le directeur général de l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA), Francesco La Camera, avec qui il a examiné les moyens de renforcer la coopération entre l'Algérie et l'agence, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée au siège de la Direction générale de Sonelgaz, en présence du P-Dg de ce groupe et des cadres du ministère, le ministre a donné un aperçu global sur le programme de développement des énergies nouvelles et renouvelables en Algérie par Sonelgaz, et sur la stratégie nationale de développement de l'hydrogène, précise le communiqué. Les deux parties ont en outre examiné les moyens de renforcer la coopération dans le domaine des politiques d'investissement dans les éner-

gies renouvelables, et d'assurer les outils opérationnels, scientifiques et financiers, outre l'échange d'expériences, la formation et l'apprentissage, ainsi que le transfert des technologies modernes dans ce domaine. Les discussions ont également porté sur les moyens de coopération dans le domaine minier, à l'instar de l'exploitation des métaux utilisés dans l'industrie de l'énergie renouvelable. Cette rencontre intervient en prévision de la participation du DG d'IRENA à la cérémonie de présentation des offres, de réception et d'ouverture des plis concernant l'appel d'offre lancé par le groupe Sonelgaz pour la réalisation de 15 centrales photovoltaïques d'une capacité de production variant entre 80 et 220 Mégawatt, d'une capacité totale de 2.000 Mégawatt. A cette occasion, M. La Camera a affirmé que l'IRENA œuvrait à renforcer la coopération et la coordination avec

l'Algérie, en appuyant notamment ses efforts dans la promotion de nouvelles ressources d'énergies renouvelables, selon la même source. Créée en 2009, l'IRENA est une organisation intergouvernementale qui soutient les pays dans leur transition vers un avenir énergétique durable et sert de plateforme principale pour la coopération internationale dans le domaine des énergies renouvelables. Elle est aussi un centre d'excellence, de politiques, de technologies, de ressources financières et de connaissances en matière d'énergies renouvelables. L'IRENA œuvre également à promouvoir l'adoption et l'utilisation viable et à grande échelle, de tous les types d'énergies renouvelables y compris la bioénergie, l'énergie thermique, l'énergie hydroélectrique, l'énergie océanique, l'énergie solaire et l'énergie éolienne, et ce en vue de réaliser le développement durable, per-

mettre l'accès à l'énergie renouvelable et d'assurer la sécurité énergétique, la réalisation du développement et de la prospérité économique à travers la réduction des émissions de carbone. Par ailleurs, et au cours d'une rencontre entre le Pdg de Sonelgaz, Mourad Adjal et Francesco La Camera, les deux parties ont abordé les opportunités de coopération et de partenariat dans le domaine des énergies renouvelables ainsi que le partage de la vision pour le développement de cette filière en Algérie. Les discussions ont portés, également, sur les voies et moyens de développer l'hydrogène vert et la production de l'électricité à partir de sources photovoltaïques, ainsi que la localisation de la production de pièces de rechange y afférentes en Algérie.

R E.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 81 dollars

Les prix du pétrole montaient encore lundi, la référence américaine atteignant même un plus haut depuis fin avril, même si l'élan du marché de l'or noir s'essouffait avant la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) aux conséquences importantes pour l'économie mondiale. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, prenait 0,81% à 81,73 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois gagnait 0,86% à 77,73 dollars après être monté à 77,84 dollars, un sommet en trois mois. Galvanisés depuis fin juin par des annonces de baisses volontaires de l'offre de deux des trois plus grands producteurs mondiaux, l'Arabie saoudite et la Russie, les prix du brut ont enregistré la semaine dernière une quatrième semaine consécutive de hausse.

De mauvaises nouvelles sur le PIB chinois la semaine dernière n'ont que temporairement pesé sur les cours car « les investisseurs se concentrent sur les mesures de soutien à l'économie que Pékin pourrait déployer », commentent des analystes. La faiblesse de l'économie chinoise, dont le redémarrage déçoit après les longs confinements liés à la Covid-19, explique pourquoi les prix du pétrole restent en baisse depuis le début de l'année malgré le rebond des dernières semaines. Mais les acteurs du marché pétrolier se détournent lundi matin de la Chine ou de l'Arabie saoudite pour se focaliser sur la Fed, et dans une moindre mesure sur la Banque centrale européenne (BCE), qui publieront respectivement leurs décisions de politique monétaire mercredi et jeudi. Des hausses des taux sont attendues de la BCE comme de la Fed, mais elles pourraient également signaler que la fin de leur cycle de hausse des taux approche, notent des analystes. « Dans ce cas-là, l'optimisme sur l'économie devrait augmenter et entraîner une révision à la hausse des perspectives de la demande de pétrole, ce qui devrait faire augmenter les prix du baril », ajoutent-ils.

ELECTRICITÉ

Nouveau record de consommation

La consommation nationale d'électricité a enregistré, dimanche à 14h08, un nouveau pic historique de 18.697 mégawatts, a indiqué un communiqué de Sonelgaz. "Au regard de l'épisode caniculaire inédit et persistant depuis le début du mois de juillet, l'Opérateur du Système Electrique (OS) du groupe Sonelgaz, a enregistré aujourd'hui dimanche 23 juillet 2022 à 14h08, un nouveau record de puissance électrique appelée sur le réseau national de 18.697 MW, dépassant de 125 MW celle enregistrée le 20 juillet 2023 qui avait atteint 18.572 MW", selon le communiqué. "Il est relevé que ce pic de consommation de 18.697 MW est en augmentation de 11,14%, par rapport à celui enre-

gistré à la même période de l'année dernière, au cours de laquelle il a été enregistré 16.822 MW, soit une augmentation de 1.875 MW", précise le même source. Comparé au premier record enregistré le 09 juillet 2023 de 17.508 MW, le dépassement de consommation a été de 1.189 MW, a souligné le communiqué. Sonelgaz a indiqué, en outre, que cette vague de chaleur sans précédent, "a altéré les équipements de transport et de distribution de l'électricité et a occasionné des perturbations dans l'approvisionnement en énergie électrique ainsi que quelques coupures volontaires pour préserver ces équipements (Transformateurs, câbles,...) qui ont touché certaines localités dans la périphérie d'Alger, et dans les wilayas de Tipaza, Tizi-Ouzou, Sétif, Bordj

Bouarerdj et Mila où la température a oscillé entre 40 et 47". Par ailleurs, et en dépit de ces circonstances, Sonelgaz "a maintenu ses engagements en matière d'export de l'énergie électrique avec une moyenne de 500 à 600 MW par jour, avec des quantités d'énergie exportées en augmentation de plus de 21% par rapport à la même période de l'année précédente", ajoute le communiqué. Sonelgaz a précisé dans son communiqué que ses équipes d'intervention "sont mobilisées 24h/24h pour le rétablissement, de jour comme de nuit, des pannes occasionnées".

LES URGENCES PRISES D'AS-SAUT À BEJAÏA

Une cellule de crise mise en place

Une cellule de crise a été mise en place au Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Béjaïa pour assurer une prise en charge optimale des patients en cette période de canicule. Elle est composée de médecins, d'infirmiers et de responsables de la Direction de la Santé Publique (DSP) et du CHU. Leur rôle est de veiller à accueillir les malades dans les meilleures conditions possibles, en mobilisant tous les moyens nécessaires afin d'éviter que les cas graves ne se multiplient. A noter que le service des urgences de cet hôpital a été fortement sollicité pendant cette vague de chaleur intense touchant la wilaya de Béjaïa, à l'instar des autres régions du pays. En effet, certaines localités comme Sidi Aich, Akbou, Tazmalt et Barbacha ont enregistré des températures dépassant les 40 degrés, obligeant les citoyens à restreindre leurs déplacements pendant la journée pour éviter de s'exposer à tout éventuel danger. Malgré les conseils avisés des spécialistes, le CHU a tout de même enregistré de nombreux cas compliqués, liés notamment à des difficultés respiratoires. Face à cette situation critique, les responsables de cet établissement ont réagi promptement en mobilisant tous les moyens humains et matériels disponibles pour prendre en charge les malades. Ces derniers ont été transférés vers différentes structures sanitaires de la wilaya, et un comité de crise a été constitué pour assurer leur prise en charge de manière optimale. Il faut dire que la situation a été prise au sérieux et que grâce à une coordination sans faille assurée par ladite cellule, les patients ont pu recevoir les soins appropriés. Toutefois, la vigilance demeure de mise pour faire face aux risques causés par cette canicule qui persiste.

EDUCATION ET SANTÉ PUBLIQUE À SKIKDA :

Plusieurs projets sortiront bientôt de terre

Plusieurs projets ont été lancés, dans la wilaya de Skikda, dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Ces opérations ont été inscrites dans le programme de développement local afin d'améliorer le cadre de vie des citoyens, notamment en diminuant la surcharge des classes et en allégeant la pression sur les structures de santé. Au chef-lieu de wilaya, la wali, Houria Meddahi, accompagnée des directeurs des Equipement publics et de l'Educa-tion, a procédé à la pose de la première pierre pour la construction de quatre établissements scolaires. Il s'agit, tout d'abord, d'un lycée d'une capacité de mille places qui sera érigé au pôle urbain des 3.900 logements sociaux de la cité Zefzef. Le délai de réalisation de ce projet ne devrait pas excéder dix mois à compter de la réception de l'Ordre De Service (ODS). En outre, un Collège de l'Enseignement Moyen (CEM) de base six sera construit dans le même pôle, avec un délai de réception de neuf mois. Quant à la troisième structure, c'est une école primaire de base six qui sera érigée sur le site des 1.500 logements promotionnels de M'siouène-2, avec un délai de construction de dix mois. La daïra de Sidi Mezghich, quant à elle, a connu la pose de la première pierre pour la réalisation d'un lycée à Ain Bouziane, d'une capacité de 800 places pédagogiques et de 200 repas. A propos de ce dernier projet, Houria Meddahi a donné une série de recommandations, dont la plus importante est de respecter les normes de qualité tout en livrant le chantier dans les délais impartis. Elle a souligné qu'elle n'acceptera aucune excuse en cas de retard. De son côté, l'entrepreneur s'est engagé à achever le projet d'ici quatorze mois. Par ailleurs, la wali a donné son approbation pour le démarrage des travaux de construction de deux autres lycées.

EL-BAYADH

Vers la réalisation de sept unités de proximité de stockage de céréales

La wilaya d'El Bayadh a bénéficié d'une opération de réalisation de sept unités de proximité de stockage de céréales, a-t-on appris samedi auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Le Chef du service d'organisation de la production et de l'appui technique de la DSA, Omar Remes, a souligné que ces structures seront réalisées au niveau des communes de Boualem, El Khiter, Bougtob, Rogassa, Brizina, Labiodh Sidi Cheikh et El Meharrâ d'une capacité de stockage de 50.000 quintaux l'unité. M. Remes a souligné que le choix des terrains devant accueillir les unités de stockage des céréales au niveau des communes concernées a été effectué, en attendant l'achèvement des procédures administratives en cours pour le lancement des travaux de réalisation de ces structures. La wilaya recense, actuellement, deux silos de céréales dans les communes d'El Bayadh et Bougtob, relevant de la coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) d'une capacité de stockage globale de 53.000 quintaux, a-t-on ajouté. D'autre part, les travaux de réalisation d'un centre de wilaya de stockage de céréales relevant de la CCLS ont été achevés, disposant de 10 docks de stockage de 100.000 qx, au niveau de la région de Merires au chef-lieu de wilaya, selon la même source, ajoutant que la réception du projet est prévue



avant a fin de l'année en cours. Par ailleurs, la campagne de moissons-bat-tages de la wilaya tire à sa fin, sachant que la production a atteint, à ce jour, 40.000 qx, dont 27.000 qx ont été transférés aux dépôts

de la CCLS de Bougtob et El Bayadh. Une production totale de plus de 69.000 quintaux de céréales toutes variétés confon-dues est attendue, cette saison, a indiqué la même source.

EL-MEGHAÏER

Vers le raccordement de 200 parcelles de terrain à bâtir au réseau électrique à Setil (DUAC)

Deux-cent (200) par-celles de terrain à bâtir attribuées dans le cadre du programme des lotissements sociaux au ni-veau de la commune de Setil (Nord de la wilaya d'El-Me-ghaïer), seront raccordées au réseau électrique, a-t-on ap-pris samedi auprès de la di-rection locale de l'Urbanisme,

de l'Architecture et de la Construction (DUAC). Fraîchement entamée, l'opé-ration intervient en applica-tion des directives des pouvoirs publics, en matière de raccordement de ces par-celles de terrain destinées à l'auto-construction au réseau électrique dont la liste nomi-native a été rendue public, et

ce, afin de permettre aux bé-néficiaires de réaliser leurs nouvelles habitations, a af-firmé la directrice du secteur, Keltoum Belmassaoud. La DUAC a instruit l'entre-prise réalisatrice d'accélérer la cadence des travaux et de res-pecter les délais contractuels ainsi que la qualité de réalisa-tion conformément au cahier

de charges, a-t-elle souligné. Les bénéficiaires de ce pro-gramme d'habitat ont ex-primé leur satisfaction quant à la prise en charge des préoc-cupations soulevées en termes d'aménagement et de raccor-dement de ces parcelles de terrain aux réseaux divers, tout en contribuant à l'amé-lioration de leur cadre de vie.

PÉNÉTRANTE AUTOROUTIÈRE DJENDJEN-EL EULMA

Les travaux relancés

Le secrétaire général du ministère des Travaux publics et des infrastructures de base, Taha Derbal, a an-noncé à Jijel la reprise du projet de réalisation de la pénétrante autoroutière entre le port de Djendjen (Jijel) et El Eulma (Sétif) sur une distance de 45 km. M. Derbal a indiqué, dans une déclaration aux mé-dias, en marge d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Jijel, qu'il a été mandaté par le ministre du secteur pour annoncer qu'après la levée de tous les obstacles qui entravaient le rythme des travaux, ceux-ci ont repris au niveau des wilayas de Jijel, Mila et Sétif. Au re-gard de l'importance éco-nomique et sociale de ce projet, l'Algérienne des autoroutes (ADA), maître

d'ouvrage délégué, a reçu des instructions à l'effet d'exiger du groupement d'entreprises algéro-turco-italien, en charge du pro-jet, de respecter le délai contractuel de 36 mois en recourant à au système de travail continu, en 3 x 8, tout en veillant au respect des normes techniques et de qualité, a souligné le même responsable. Selon les explications fournies au secrétaire général du ministère des Travaux pu-blics et des infrastructures de base, au niveau de la section traversant la wi-laya de Jijel sur 45 km, ce tronçon du projet com-prend 6 bretelles, 17 ou-vrages d'art (entre ponts et tunnels) et 23 opéra-tions liées à la libération du tracé. Il a été précisé, à ce propos, que les expro-priations pour utilité pu-blique sont achevées à

100 pour cent, 1.870 per-sonnes concernées par les indemnisations ayant été décomptées. S'agissant du déplacement et du trans-fert des différents réseaux, une enveloppe financière estimée à 815 millions de dinars a été allouée pour le transfèrement des conduites de gaz (haute et de basse pression), d'eau potable, d'assainissement, d'irrigation et de fibre op-tique. Pour rappel, les tra-vaux de réalisation de cette pénétrante ont dé-buté en 2014 sur une dis-tance totale de 110 km. Le taux d'avancement y est actuellement de 45 pour cent pour ce qui concerne la libération et la prépara-tion du couloir (tracé), de 42 p.c. pour les tunnels et de 49 p.c. pour les ou-vrages d'art, selon les ex-PLICATIONS fournies.

STRUCTURES DE SANTÉ À CONSTANTINE

280 nouveaux lits dès le mois d'août

Au total, 280 nouveaux lits, destinés à renforcer les ca-pacités d'accueil des différentes structures de Santé de la wilaya de Constantine, seront distribués dès août pro-chain, a-t-on appris auprès de la Direction du secteur (DSP). Sur ce nombre, 160 lits sont destinés aux Etablis-sements publics hospitaliers (EPH), 60 aux Etablissements publics de santé de proximité (EPSP) et 60 aux établis-sements hospitaliers spécialisés (EHS) en activité dans les différentes communes de la wilaya, a précisé à l'APS le chargé de la communication de la DSP, Amir Aidoune. Le même cadre a ajouté que l'opération, inscrite au titre de l'exercice 2023, intervient « en application de la stra-tégie du ministère de tutelle visant à améliorer la qualité de prise en charge des malades et à augmenter le taux de couverture sanitaire en zones urbaines et rurales ». Par ailleurs, l'EHS mère-enfant de la cité Sidi-Mabrouk, à Constantine, a été dotée de nouveaux matériels mo-dernes dont deux équipements de stérilisation, des ta-bles d'anesthésie pour la chirurgie pédiatrique ainsi que d'autres instruments chirurgicaux, a révélé le même res-ponsable. L'EPH de la commune de Didouche Mourad (Nord de Constantine) a également été renforcé par des équipements médicaux adaptés à la pédiatrie, un appa-reil respiratoire ainsi que d'autres équipements d'anes-thésie-réanimation, a-t-il souligné. De même que deux fauteuils dentaires, une table de ra-diologie et d'imagerie médicale, ainsi qu'un groupe élec-trogène d'une capacité de 80 kva ont été affectés à la polyclinique de l'unité de voisinage (UV) 18, dans la cir-conscription administrative Ali Mendjeli, selon la même source.

Ce que 45 ans de données nous apprennent sur l'influence de la mondialisation sur l'économie informelle

Le secteur de l'ombre, ou économie informelle, englobe tout, des ventes illicites de sacs à main contrefaits sur les trottoirs aux grandes entreprises qui se soustraient à l'impôt et ignorent les réglementations. Il représente une part importante de l'économie mondiale. En 2009, l'OCDE a estimé que 1,8 milliard de travailleurs participaient à ce secteur, générant plus de 10 000 milliards de dollars de biens et de services.

Par Robert G. Blanton, Bryan Early,
et Dursun Peksen

En effet, dans de nombreux pays, le nombre de personnes employées dans le secteur informel dépasse le nombre de personnes employées dans le secteur formel. Il ne s'agit pas d'un phénomène anodin ; l'économie souterraine est une préoccupation essentielle pour les questions plus larges de développement économique, car elle soulève des questions liées à la capacité d'un État à gouverner et à gérer son économie. La réduction des recettes fiscales limite la capacité d'un gouvernement à fournir les services et les infrastructures nécessaires, et le secteur informel est en fin de compte un frein à la croissance économique. Pour les entreprises, l'économie souterraine peut augmenter les coûts potentiels des affaires, car elle connote des niveaux de corruption plus élevés et place les entreprises licites dans une position concurrentielle désavantageuse par rapport aux entreprises moins productives qui opèrent dans le secteur informel. Pourtant, de nombreux aspects de l'économie souterraine restent sous-examinés et mal compris. Dans le cadre d'un projet récent, nous avons étudié une question fondamentale : la relation entre les économies licites et illicites. Plus précisément, nous avons examiné comment deux aspects de la participation d'un pays à l'ordre économique mondial - l'ouverture au commerce et aux investissements étrangers et la participation aux programmes d'ajustement structurel (PAS) du Fonds monétaire international (FMI) - affectent la croissance de l'économie informelle. On considère généralement que le marché parallèle et le marché légitime fonctionnent de manière essentiellement complémentaire, l'économie informelle se développant parallèlement à l'économie formelle. Nous soutenons qu'il existe une relation plus complexe et que l'impact spécifique des liens mondiaux sur le secteur parallèle varie en fonction du type d'implication. Tout d'abord, nous postulons que l'ouverture au commerce et aux flux de capitaux entraîne une réduction du secteur parallèle. La réduction des droits de douane et des autres obstacles au commerce devrait supprimer les incitations économiques à l'activité économique illicite. En particulier, un nombre important de marchés illicites, tels que l'ail et le tabac, existent en raison des grandes disparités de coûts dues aux droits de douane et autres taxes. D'une manière plus générale, une exposition accrue à la concurrence mondiale et aux intérêts commerciaux peut contribuer à élever les normes économiques et les pratiques commerciales. Cette "ascension vers le sommet" ou "effet Californie" peut accroître les avantages potentiels de la conduite des affaires dans le secteur formel. En revanche, la participation aux programmes du FMI favorise la croissance de

l'économie informelle. La plupart des aspects de l'ouverture économique reflètent une dynamique de "mondialisation par le bas", dans laquelle les entreprises et les individus décident de se développer à l'échelle mondiale. En revanche, les programmes du FMI impliquent des changements économiques majeurs imposés de l'extérieur, notamment des conditions politiques (réduction du secteur public et réformes du travail) ainsi que des objectifs macroéconomiques (réduction des dépenses publiques et des déficits budgétaires). Bien que les intentions de ces programmes puissent être louables, nous soutenons que l'adhésion aux PAS (Programme d'Ajustement Structurel) favorise l'activité du secteur parallèle. Dans ce cas, la combinaison de difficultés économiques à court terme et d'une capacité réduite de l'État peut limiter les opportunités et les incitations à participer à la main-d'œuvre formelle, et donc encourager la croissance du secteur informel. Pour vérifier la justesse de notre hypothèse, nous avons analysé ces liens dans 145 pays sur une période de 42 ans (voir encadré) et contrôlé une série de facteurs susceptibles d'influencer la croissance de l'économie souterraine, tels que la croissance économique, l'inflation, la démocratie et le niveau de revenu. Dans l'ensemble, nos résultats confirment nos affirmations. Plus précisément, nous trouvons des preuves solides que si l'ouverture économique est associée à une baisse de l'activité annuelle du secteur parallèle, la participation aux programmes du FMI est positivement liée à la croissance de l'économie illicite. Un examen plus approfondi de certains pays nous éclaire sur les raisons de cet effet. L'Inde et le Chili sont des exemples d'ouverture économique en action. Entre 1995 et 2010, ces deux pays ont adopté un certain nombre de mesures pour accroître leur intégration économique dans l'économie mondiale depuis les années 1980, et la taille des secteurs fantômes de ces pays a considérablement diminué à la suite de leurs efforts de mondialisation. Le score de mondialisation économique de l'Inde a augmenté de 62 % entre 1995 et 2010, ce qui a coïncidé avec une contraction de 27 % de son secteur parallèle. Le Chili a présenté des schémas similaires, avec une augmentation de 24 % de la mondialisation économique et une diminution de 22 % de son économie informelle. Les cas du Togo (1979-1998) et de la Tunisie (1986-1992) illustrent comment la participation aux programmes du FMI peut contribuer à la croissance du secteur informel. Bien qu'ils aient tous deux reçu des prêts du FMI pour résoudre leurs problèmes budgétaires et autres problèmes financiers, ils ont tous deux connu des augmentations considérables de la croissance de leur secteur parallèle au cours des années de participation au FMI. Dans le cas du Togo, la taille de l'économie souterraine a augmenté d'environ 18 % pendant les années où il a bénéficié de l'aide du FMI. Et alors que la Tunisie était considérée comme un réformateur réussi par le FMI, son secteur

parallèle s'est également développé pendant les PAS, en grande partie à cause de la rareté accrue des opportunités de travail formel pendant cette période. Dans la mesure où une économie souterraine omniprésente représente un environnement commercial risqué, notre recherche fournit un ensemble plus nuancé d'implications pour les investisseurs potentiels. Nous constatons qu'une mondialisation commerciale accrue par le biais d'une augmentation des échanges et des investissements ou l'adoption de politiques de libéralisation contribue à réduire l'activité du secteur parallèle. Cela suggère que les sociétés multinationales peuvent améliorer les conditions économiques de leurs pays d'accueil, ce qui en fait de meilleurs endroits pour faire des affaires à long terme. Pourtant, alors que les réformes du FMI visent à améliorer le climat des affaires, nous constatons que, dans la pratique, les PAS sapent les efforts déployés pour développer l'économie formelle.

Méthodologie

Pour mesurer le secteur parallèle, nous avons utilisé les estimations globales créées par les économistes Ceyhun Elgin and Oguz Oztunali pour mesurer l'activité informelle. Ces estimations sont basées sur un certain nombre d'indicateurs tels que la consommation globale, l'emploi et les dépenses publiques pour chaque année-pays et un équilibre général dynamique à deux secteurs (économies licites et illicites). Nos mesures de la mondialisation économique, tirées de l'institut de recherche suisse KOF, saisissent les interactions économiques, ainsi que les politiques liées au commerce mondial, telles que les taux tarifaires. En ce qui concerne la participation aux programmes du FMI, nous incluons des mesures indiquant si un pays fait ou non l'objet d'un PAS, ainsi qu'une variable spécifiant le nombre de conditions du programme relatives au secteur public, à la réorganisation du gouvernement, à la privatisation et à l'environnement des entreprises.

source: Harvard Business Review du 08 Mai 2018

Robert G. Blanton est professeur à l'Université de l'Alabama à Birmingham où il se spécialise dans l'étude de l'économie politique internationale, en particulier le "visage humain" de l'économie mondiale.

Bryan Early est professeur associé au Rockefeller College of Public Affairs and Policy, à l'université d'État de New York à Albany.

Dursun Peksen est professeur associé de sciences politiques à l'université de Memphis.

BANQUE DU LIBAN

Semaine fatidique pour les vice-gouverneurs

Nommés en 2020, les quatre vice-gouverneurs de la Banque du Liban – Wassim Mansouri (1er vice-gouverneur), Bachir Yakzan (2e), Salim Chahine (3e) et Alexandre Moradian (4e) – vont pouvoir se rendre compte dans les jours qui viennent de l'impact des messages qu'ils ont tenté de faire passer depuis le début de l'été. Le premier a été d'insister, en brandissant indirectement... Le plan proposé par ces messieurs est très différent de celui mis en oeuvre par le gouverneur Riad Saleme. Comment se fait-il alors que le plan de ce dernier soit passé au Board de BDL? Quelle a été la position de ces messieurs à ce moment-là: l'ont-ils approuvé? Ont-ils émis des réserves? Ou comme d'habitude au Liban on se fout de la gueule du citoyen/ déposant en lui faisant avaler une chose et puis son contraire comme c'est le cas dans la position des vices gouverneurs? Pire que le manque de confiance pour les investisseurs, il y a l'incertitude sur les politiques économiques et financières, et c'est une réalité que les vice gouverneurs ont ignoré.

TUNISIE

Leger rebond des credits à la clientele

D'après les derniers indicateurs publiés par « Amen Bank », les crédits à la clientèle, nets des provisions et d'agios réservés, sont passés de 6.541,2 millions de dinars à fin juin 2022 à 6.991,9 millions de dinars à fin juin 2023, enregistrant ainsi une progression de 6,9% (+450,7 millions de dinars).

Les dépôts et avoirs de la clientèle se sont établis à fin juin 2023, à 7.505,5 millions de dinars, soit une progression 13,4% par rapport à fin juin 2022 (+885,8 millions de dinars). Les ressources longues, provenant des emprunts et ressources spéciales, ont atteint 766,8 millions de dinars, enregistrant ainsi une baisse de 8,7% par rapport à fin juin 2022. Les produits d'exploitation bancaire ont enregistré une augmentation de 93,7 millions de dinars ou 19,8% par rapport à fin juin 2022. Les charges d'exploitation bancaire ont enregistré une hausse de 62,1 millions de dinars ou 27,4% par rapport à fin juin 2022. Le Produit Net Bancaire a atteint 278,7 millions de dinars à fin juin 2023 contre 247 millions de dinars pour la même période de 2022, soit une hausse de 12,8%. Le coefficient d'exploitation a atteint 36,98% à fin juin 2023 contre 38,51% pour la même période de 2022, soit une amélioration de 153 points de base.

Bourse

Une nouvelle note d'optimisme

Le marché boursier a terminé la troisième semaine de juillet (du 17 au 21 juillet 2023) sur une note d'optimisme. L'indice de référence s'est engraisé de 0,6%, dépassant une nouvelle fois la barre des 9.000 points, indique l'intermédiaire en Bourse « Tunisie Valeurs ». Le Tunindex consolide, ainsi, ses gains annuels, à +11,2%. Dans une semaine

écourcée d'une séance en raison du nouvel an de l'hégire, les volumes ont été relativement soutenus, totalisant 35,6 MD. Les échanges ont profité de la réalisation de trois transactions de bloc sur les titres « Carthage Cement » (deux transactions de bloc pour une valeur de 13,5 MD) et City Cars (une transaction de bloc pour un montant de 10,9 MD), drainant un flux additionnel de 24,4 MD. Le titre « Best Lease » s'est offert la palme d'or. L'action de l'unique loueur islamique de la cote s'est appréciée de 6,5% à 2,290 dinars, dans de maigres flux de 2.000 dinars. Le titre « Délice Holding » a bien réagi à la publication des indicateurs d'activité au 30 juin 2023. L'action du holding a pris 4,2% à 13,300 dinars, en générant de faibles capitaux de 38.000 dinars. Terminant dans le vert (+2% à 2,080 dinars), « Carthage Cement » a été la valeur la plus dynamique de la cote (un flux de 15 MD). Le titre « ICF » a figuré parmi les valeurs les plus sanctionnées par les investisseurs sur la semaine. L'action du producteur du fluorure d'aluminium a régressé de 4,7% à 84,500 dinars, en amassant un volume de 164.000 dinars. Les dépôts de la clientèle s'élèvent à 632 millions de dinars. D'après les indicateurs d'activité publiés par la BNA au 30 juin, l'encours des créances sur la clientèle, net de provisions et agios réservés, a atteint 14.072 millions de dinars contre 13.576 millions de dinars au 30 juin 2022, enregistrant ainsi une augmentation de 3,7%.

Les dépôts de la clientèle ont enregistré, entre juin 2022 et juin 2023, une augmentation de 632 millions de dinars, soit une croissance de 6,2%. Quant aux dépôts de la clientèle, ils ont enregistré entre juin 2022 et juin 2023 une augmentation de 632 millions de dinars, soit une croissance de 6,2% pour s'établir à 10.784 millions de dinars. Le portefeuille-titres commercial et d'investissement est passé de 3.326 millions de dinars au 30 juin 2022 à 4.906 millions de dinars au 30 juin dernier, soit une envolée de 47,5%. Les faits saillants ayant marqué l'activité de la société « Stip » au cours du deuxième trimestre 2022 se résument comme suit : la diminution de 26% du chiffre d'affaires local par rapport aux données de la même période de l'exercice 2022, l'augmentation de 41% du chiffre d'affaires export par rapport aux données de la même période de l'exercice 2022, la diminution de 18% du chiffre d'affaires total par rapport aux données de la même période de l'exercice 2022. La société a également connu une diminution de 32% de la production par rapport à la même période de l'exercice 2022 (2e trimestre) suite au recours par la société à la mise en activité partielle (chômage technique) au mois de mai à cause de l'exacerbation de la contrebande des pneus et suite à l'épuisement de la capacité de stockage des produits finis dans les magasins de la société.

DRONES

La Turquie a signé avec l'Arabie saoudite son "plus gros contrat d'exportation" de défense

Parmi les accords signés entre la Turquie et l'Arabie Saoudite, deux contrats avec la société Baykar spécialisée dans les drones tactiques. Il s'agirait du "plus gros contrat d'exportation en matière de défense et d'aviation de l'histoire de la République turque". Lors de sa visite en Arabie Saoudite, le président turc Recep Tayyip Erdogan a assisté avec le prince héritier Mohammed ben Salmane à la signature de plusieurs accords dans les domaines de l'énergie, des investissements, des médias et de la défense. Au total, le montant de ces accords est estimé à plus de 50 milliards de dollars, selon les médias d'Etat. Deux contrats d'armement ont été conclus avec la compagnie turque Baykar. Cette entreprise est codirigée

par un gendre de Recep Tayyip Erdogan. Dans un tweet, le PDG de Baykar, Haluk Bayraktar, a parlé du "plus gros contrat d'exportation en matière de défense et d'aviation de l'histoire de la République turque", sans en révéler non plus le montant. L'Arabie saoudite "va acquérir des drones avec l'objectif de renforcer la préparation des forces armées du royaume et ses capacités de défense et fabrication", a déclaré le ministre saoudien de la Défense Khaled ben Salmane. Le montant des accords n'a pas été dévoilé ni le modèle des drones que le royaume compte acheter, mais un diplomate arabe en poste à Ryad, s'exprimant sous couvert de l'anonymat, a parlé du modèle TB2. Dans un tweet,



Baykar a aussi annoncé un contrat sur le modèle Akinci. Avec la guerre en Ukraine, ce drone tactique est devenu une vedette de l'industrie de défense turque. Depuis, il a été acheté par une dizaine d'armées dans le monde, selon le Military Balance de

l'International Institute for Strategic Studies (IISS). En 2022, dans une interview accordée à la Fondation ukrainienne Come Back Alive, le directeur général du fabricant Baykar affirmait avoir signé des contrats "avec 22 pays différents".

Baykar a augmenté sa capacité de conception à 20 unités par mois pour honorer un carnet de commandes était désormais plein pour les trois prochaines années. L'an dernier, Haluk Bayraktar a aussi annoncé l'implantation d'une usine en Ukraine.

AFRIQUE

70% des investisseurs en cryptomonnaies ont perdu de l'argent depuis avril 2021

Le rapport souligne que les effets du krach du marché mondial des cryptomonnaies se ressentent aussi sur le continent. 49% des Africains se méfient désormais de ces actifs mais 47% pensent qu'ils vont s'apprécier à nouveau.

70% des détenteurs de cryptomonnaies en Afrique ont perdu de l'argent sur leurs investissements depuis l'effondrement du marché qui a commencé en avril 2021, selon un rapport publié en juin dernier par le cabinet d'étude et de conseil Kasi Insight. Intitulé « The state of cryptocurrency : consumer's habits, attitudes and outlook on cryptocurrency in Africa », le rapport se base sur une enquête réalisée entre le 20 décembre 2022 et le 10 janvier 2023 auprès d'un échantillon de 9433 citoyens dans 19 pays du continent, dont l'Angola, le Nigeria, le Cameroun, le Kenya, le Maroc, l'Afrique du Sud et la Namibie. Alors que la majorité des investisseurs déclarent avoir vu la valeur de leurs crypto-actifs s'effondrer, 9% ont déclaré qu'ils n'ont pas perdu de l'argent durant « l'hiver du crypto-monnaies » (Crypto winter), alors 21% ont subi des pertes plus ou moins importantes

avant de récupérer la totalité de leurs fonds investis. Au total, 18% des personnes interrogées ont affirmé avoir déjà possédé des cryptomonnaies, mais 8% seulement en détenaient encore au moment de la réalisation de l'enquête. 82% n'ont jamais possédé de cryptomonnaies. De façon générale, les personnes ayant des revenus élevés sont les plus susceptibles de détenir des cryptomonnaies en Afrique. Parmi les personnes qui détiennent ces monnaies virtuelles, 16% gagnent entre 901 et 1800 dollars par an. Ce taux monte à 36% pour les personnes qui gagnent entre 1801 et 4500 dollars et à 51% pour les personnes dont le revenu annuel est supérieur à 4500 dollars. Les hommes sont également plus susceptibles de détenir des cryptomonnaies que les femmes. 54% des sondés qui déclarent avoir déjà possédé ces monnaies virtuelles sont

des hommes, contre 46% pour les femmes. La répartition des personnes qui possèdent des cryptomonnaies par génération montre que les millennials tiennent le haut du pavé (60%), devant la génération X (20%), la génération Z (19%) et les baby-boomers (1%).

Le bitcoin est la cryptomonnaie la plus populaire sur le continent

Le rapport souligne également que le bitcoin est l'actif le plus populaire sur le continent africain. La reine des cryptomonnaies a séduit 52% des investisseurs. Viennent ensuite l'Ethereum (27%), le Dogecoin (21%), le Onecoin (18%) et Solana (17%). Environ 37% des nouveaux investisseurs entrent sur le marché des cryptomonnaies sur recommandation d'amis ou de membres de leur famille, tandis que 32% attribuent leurs choix d'investissement à des interactions entre collègues de travail.

RÉUNION DU G24 À ABIDJAN

L'Afrique invitée à se constituer en groupe de pression dans les négociations sur sa dette

Les négociations sur la restructuration de la dette des pays les moins avancés, y compris plusieurs États africains, se déroulent souvent dans des cadres auxquels ceux-ci n'ont pas accès. Pour des observateurs, le continent gagnerait à se constituer en groupe de pression pour participer à ces discussions. À Abidjan, en Côte d'Ivoire, les participants à la réunion du groupe technique du G24 se sont demandé pourquoi les pays du continent ne se constituaient pas en un groupe dans les négociations internationales sur la restructuration de leurs dettes. « Nous sommes en discussion avec le Club de Paris, le G20, et nous y allons en ordre dispersé, il n'est donc pas étonnant

d'avoir une situation où la Zambie obtient une réponse alors qu'on demande plus d'efforts au Ghana », a confié un participant souhaitant garder l'anonymat à l'Agence Ecofin. Effectivement, les débats sur la restructuration de la dette africaine, considérée comme un élément clé de la transformation des économies du continent, se sont largement concentrés sur l'appréciation du cadre commun proposé par le G20. Sans surprise, les divergences d'opinions entre la Chine et le G20 ont émergé au cours des discussions. La représentante chinoise a saisi cette opportunité pour exprimer la position de son pays, plaidant pour la participation des banques multilatérales au processus, si tous les

créanciers devaient recevoir le même traitement. Le représentant du Fonds saoudien de financement du développement, présent dans la salle, a adhéré à cette position. Face à cette divergence d'opinions, la voix des pays africains est peu entendue, tant individuellement que collectivement. Cependant, la faible sollicitation du cadre commun du G20 pour le traitement de la dette démontre que peu de pays de la région y sont favorables. Jusqu'à présent, seuls la Zambie, le Tchad et l'Éthiopie ont recouru à ce mécanisme. Non seulement il ne délivre pas de résultats rapides, mais il est assorti de conditionnalités. Pourtant, la dette africaine sur les marchés internationaux de capitaux demeure

très faible en comparaison au volume global de la dette mondiale. Selon les données de l'Institute for International Finance, la dette mondiale sur les marchés de capitaux atteint 300 000 milliards de dollars, dont un peu moins de 800 milliards de dollars (à peine 0,3%) pour les pays de l'Afrique subsaharienne, hors Afrique du Sud. Les discussions sur la restructuration les contraignent souvent à prendre des mesures qui entraînent des chocs à court terme, comme la hausse des prix et la mise de côté de certains objectifs prioritaires de développement, sans qu'un accès supplémentaire au marché des capitaux ne soit envisageable.

CÔTE D'IVOIRE

Le malaisien GCB lance une usine de broyage de cacao de 78 millions \$ à San Pedro

En Côte d'Ivoire, la ville de San Pedro joue un rôle stratégique dans l'industrie cacaoyère. Elle représente le premier port d'exportation de la fève et abrite de nombreuses usines de transformation du cacao. En Côte d'Ivoire, le Vice-Président Tiémoko Kone a procédé le 21 juillet à l'inauguration d'une usine de broyage de cacao basée dans la zone industrielle de Bardo située à San Pedro. L'annonce a été faite dans un communiqué publié sur le site du gouvernement. Construite par le groupe malaisien Guan Chong Berhad (GCB), l'unité dénommée « GCB Cocoa Côte d'Ivoire » a mobilisé un investissement total de 46 milliards de francs CFA (78 millions \$). Selon les détails fournis par les autorités, l'usine est dotée d'une capacité de broyage de 60 000 tonnes de fèves par an, un potentiel qui devrait passer à 240 000 tonnes sur le long terme.

Avec ce nouvel investissement de GCB, la ville de San Pedro compte désormais 7 unités de transformation de cacao soit la moitié du nombre total d'usines actives sur l'ensemble du territoire ivoirien. Pour l'exécutif, il s'agit d'un nouveau coup de pouce pour la réalisation des objectifs du programme d'industrialisation de la filière cacao. La nation éburnéenne souhaite notamment faire passer sa capacité de broyage de cacao à plus de 1,1 million de tonnes d'ici 2025 contre un niveau tournant autour de 972 000 tonnes en 2022. Fondé en 2004 en Malaisie, GCB est le 4ème broyeur de cacao au monde derrière le belgo-suisse Barry Callebaut, le singapourien Olam International Ltd et l'américain Cargill.

TOGO

L'aéroport de Lomé met fin aux dernières restrictions anti-Covid-19

Les aéroports africains et du monde entier achèvent progressivement de lever les dernières restrictions en lien avec la Covid-19, ce qui contribue de manière importante aux performances ascendantes du trafic international. Les passagers à l'arrivée et au départ de l'Aéroport international Gnassingbé Eyadéma de Lomé (AIEG) sont désormais exemptés de la présentation obligatoire d'un test Covid-19 et d'un pass sanitaire, informe TogoFirst. Les autorités togolaises ont levé ces mesures restrictives prises pour enrayer l'avancée de la pandémie de Covid-19, désormais maîtrisée. « Aucun document de voyage en rapport avec la Covid-19 (preuve de vaccination, résultat négatif de test PCR ou de test antigénique) n'est plus requis pour entrer ou sortir du Togo », peut-on lire dans un communiqué de la primature. Les autorités sanitaires recommandent toutefois aux voyageurs au départ du pays, de vérifier les conditions sanitaires en lien avec la Covid-19 en vigueur dans leurs pays de destination afin de s'y conformer.

OUGANDA

160 915 personnes ont voyagé à l'aéroport d'Entebbe en juin 2023

La dynamique de croissance du trafic se poursuit pour l'aéroport principal de l'Ouganda dont le nombre de passagers mensuel est passé de 140 000 en février à 160 000 le mois dernier. Durant le mois de juin 2023, 160 915 personnes (80 750 à l'arrivée et 80 165 au départ) ont voyagé via l'aéroport international d'Entebbe, en Ouganda. Le trafic moyen quotidien se chiffre à 5 363 passagers et surpasse ainsi celui enregistré avant Covid-19, qui était de 5 000 passagers. On note ainsi une hausse du trafic de 18% en glissement annuel, comparaison faite avec les volumes de juin 2022 où il a été enregistré 135 261 passagers, soit 64 458 arrivées et 70 803 départs. Selon Vianney Luggya, porte-parole de l'Autorité de l'aviation civile de l'Ouganda (UCAA), cette augmentation du débit d'activité est à attribuer au flux massif de pèlerin à la Mecque enregistré sur la période. Quant au fret, les volumes au cours du mois se sont établis à 5 195 tonnes, constitué de 1 661 tonnes de marchandises à l'importation et 3 534 tonnes à l'exportation. « Depuis peu, les volumes d'exportations sont plus importants que les importations. La majeure partie des cargaisons expédiées sont constituée de produits frais, notamment des produits de l'agriculture et de la pêche » a-t-il expliqué.

La Bourse de Tokyo finit en hausse, pariant sur un statu quo de la Bank of Japan

La Bourse de Tokyo a terminé lundi en nette hausse, portée par un nouvel accès de faiblesse du yen lié à l'hypothèse selon laquelle la Banque du Japon (BoJ) maintiendra sa politique monétaire ultra-accommodante après sa réunion vendredi. L'indice vedette Nikkei a pris 1,23% à 32.700,94 points et l'indice élargi Topix a gagné 0,84% à 2.281,18 points. La Bourse de Hong Kong chutait, elle, de 2,55%, vers 06H40 GMT, alors que les espoirs d'un plan de relance massif de Pékin pour soutenir l'économie chinoise s'éloignaient une nouvelle fois. Le yen a nettement faibli en fin de semaine dernière face au dollar et à l'euro, les cambistes pariant désormais sur le maintien de la politique monétaire ultra-accommodante de la BoJ vendredi, alors que la banque centrale américaine (Fed) devrait, elle, reprendre ses hausses de taux mercredi. La Banque centrale européenne (BCE), qui se réunira jeudi, est elle aussi déterminée à continuer à augmenter ses taux. La baisse du yen est une tendance de change favorable pour les multinationales japonaises, car cela gonfle artificiellement leurs bénéfices réalisés à l'étranger une fois rapatriés et rend leurs exportations moins chères.

Vent favorable pour l'automobile
Les valeurs automobiles japonaises, très orientées à l'export, ont été parmi les grands bénéficiaires lundi de la faiblesse du yen: Nissan a gagné 3,17%, Toyota 1,59% et Honda 1,84%. Mitsubishi Motors, qui a légèrement relevé lundi ses prévisions de résultats annuels en raison notamment de la faiblesse persistante du yen, a bondi de près de 5%. Le yen se stabilisait face au dollar et à l'euro après sa glissade de vendredi dernier. Vers 06H25 GMT, le dollar valait 141,54 yens (-0,13%) et l'euro s'échangeait contre 157,55 yens (-0,07%). L'euro valait 1,1131 dollar, contre 1,1124 dollar vendredi à 21H00 GMT. Le marché du pétrole reculait devant les anticipations d'un nouveau tour de vis monétaire aux États-Unis. Le baril de WTI abandonnait 0,31% à 76,83 dollars, peu après 06H15 GMT, et le baril de Brent de la mer du Nord cédait 0,33% à 80,80 dollars.

AVANT LES PMI MENSUELS
L'Europe ouvre en baisse

Les principales Bourses européennes sont orientées à la baisse lundi en matinée dans un contexte de prudence avant les réunions respectives de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) et de la Banque centrale européenne (BCE), prévues cette semaine, alors que la saison des résultats d'entreprises se poursuit et que de nouveaux indicateurs économiques sont attendus, dont les indices PMI en Europe. À Paris, le CAC 40 perd 0,28% à 7.412,11 points vers 07h10 GMT. À Londres, le FTSE 100 abandonne 0,23% et à Francfort, le Dax reflue de 0,21%. À la Bourse de Madrid, l'indice Ibex 35 cède 2,7% au lendemain d'élections législatives sans majorité claire au Parlement espagnol. L'indice EuroStoxx 50 s'affiche en repli de 0,38%, le FTSEurofirst 300 de 0,39% et le Stoxx 600 de 0,29%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une ouverture stable pour le Dow Jones et le Standard & Poor's 500, tandis que le Nasdaq pourrait gagner 0,1% après une séance volatile vendredi marquée par des gains dans le secteur de la santé et des replis dans les nouvelles technologies. Alphabet, Meta, Microsoft doivent publier cette semaine leurs résultats trimestriels tandis que les comptes financiers d'une trentaine de sociétés du CAC 40 sont également attendus.

POINT-MARCHÉS

Début de semaine sur la défensive pour les marchés boursiers mondiaux

Les marchés boursiers mondiaux évoluent avec prudence lundi, à l'entame d'une semaine dite «de tous les dangers», selon les observateurs, entre réunions de banques centrales et résultats d'entreprises. En Europe, Paris se repliait de 0,31%, Londres 0,22%, Francfort 0,10% et Milan 0,31% vers 07H25 GMT.

La Bourse de Madrid reculait nettement de 1,22% au lendemain des élections législatives espagnoles. Le Premier ministre socialiste Pedro Sánchez est parvenu dimanche à limiter les gains de l'opposition de droite et conserve, contre toute attente, une chance de se maintenir au pouvoir in extremis grâce au jeu des alliances. En Chine, la Bourse de Shanghai a cédé 0,11% et Hong Kong chutait de 2,37% dans les derniers échanges, sur fond d'inquiétudes autour de la croissance chinoise et alors que les espoirs d'un plan de relance massif de Pékin s'éloignent. La Bourse de Tokyo a gagné 1,23%, soutenue par la dépréciation du yen.

«Cette semaine, la saison des résultats bat son plein. 150 entreprises du S&P500 devraient annoncer leurs résultats du deuxième trimestre tout au long de la semaine», prévoit Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. Le bilan des premières publications est pour l'heure mitigé, avec des bénéfices plus élevés

que prévu dans certains secteurs, comme la banque, mais quelques déceptions dans la tech, comme Netflix et le producteur de semi-conducteurs TSMC. Les réunions des banques centrales américaine (Fed) et européenne (BCE) figurent également à l'agenda de la semaine. Elles devraient toutes deux relever leurs taux directeurs de 0,25 point de pourcentage selon les économistes. Rien ne semble certain en revanche sur la suite de leurs politiques monétaires. Si certains économistes pensent que la Fed procèdera cette semaine à la dernière hausse des taux de son cycle de resserrement monétaire, Ipek Ozkardeskaya, prévient que «la résilience du marché du travail américain et la consommation des ménages devraient inciter la Fed à rester prudente et à ne pas annoncer la fin du cycle de resserrement ce mercredi». Concernant la BCE, sa présidente Christine Lagarde répète à l'envi qu'il y a encore «du chemin à parcourir» pour peser sur les prix, surtout sur l'inflation sous-jacente, hors alimentation et énergie, qui peine à ralentir. «Jusqu'à présent, au moins deux hausses sup-

plémentaires de 25 points de base étaient considérées comme presque certaines par les investisseurs», relève Ipek Ozkardeskaya. Le gouverneur de la Banque des Pays-Bas, Klaas Knot, a estimé la semaine passée qu'une nouvelle hausse des taux en septembre est «au mieux, une possibilité, mais certainement pas une certitude». La Banque du Japon (BoJ) se réunit également cette semaine et ne devrait pas dévier de sa politique monétaire ultra-accommodante, selon les économistes. Lundi, les investisseurs prendront connaissance des indicateurs d'activité PMI de juillet pour la zone euro, le Royaume-Uni et les États-Unis. Le pétrole reculait légèrement vers 07H10 GMT, après avoir terminé vendredi à son plus haut niveau en clôture depuis trois mois. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, cédait 0,62% à 80,57 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) perdait 0,45% à 76,74 dollars. L'euro gagnait 0,18%, à 1,1144 dollar. Le bitcoin reculait de 1,31% à 29.750 dollars.

CAC 40

Prudence avant une semaine intense

La Bourse de Paris est attendue en légère baisse lundi matin à l'ouverture d'une semaine qui s'annonce particulièrement chargée, tant du point de vue microéconomique que macroéconomique. Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - désormais passé sous l'échéance août - recule de 30 points à 7424,5 points, laissant entrevoir une ouverture teintée de prudence. Les investisseurs s'apprentent en effet à vivre une semaine intense et potentiellement décisive avec une avalanche de résultats trimestriels, qui seront entrecoupés des réunions des grandes banques centrales. Les publications des poids lourds Alphabet, Microsoft et Meta Platforms seront particulièrement scrutées alors que les investisseurs

se posent des questions sur la valorisation bien tendue de l'indice Nasdaq, qui a bondi de 34% depuis le début de l'année. Aux Etats-Unis, la semaine sera de loin la plus chargée de la saison des résultats avec un total de 166 sociétés du S&P 500, dont 12 composantes du Dow Jones, devant publier leurs comptes du deuxième trimestre. Compte tenu du poids considérable qu'occupent les GAFAM au sein des indices américains, toute surprise, dans un sens ou dans un autre, risque fortement d'impacter les indices. Pour Dan Ives, le spécialiste du secteur technologique chez Wedbush Securities, les publications des 'Big Tech' pourraient néanmoins réserver de bonnes surprises. Nous considérons qu'il est judi-

cieux de se positionner sur les valeurs technologiques avant leurs résultats de deuxième trimestre', assure l'analyste. 'Wall Street va chercher à identifier les acteurs les mieux placés pour tirer parti du marché de 800 milliards de dollars lié à l'intelligence artificielle et qui va transformer le secteur dans la décennie à venir', explique le professionnel. Au-delà des géants technologiques, de nombreux autres secteurs seront sous les feux de la rampe cette semaine: l'automobile avec GM et Ford, l'aéronautique avec Boeing, et l'énergie avec ExxonMobil. Mais la semaine s'annonce peut-être encore plus folle en Europe, où plusieurs ténors de la trempe de LVMH, Unilever Airbus, Stellantis, L'Oréal, TotalEnergies, Volkswagen ou STMicroelectronics ont

prévu de dévoiler leurs performances dans les mois qui viennent. La semaine sera par ailleurs marquée par la réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, mardi et mercredi, puis par celle de la Banque centrale européenne (BCE), prévue jeudi. Du côté de la Fed, une hausse de 25 points de base semble très probable en dépit des récents progrès réalisés en matière de lutte contre l'inflation. La BCE semble, elle, avoir d'ores et déjà acté une hausse des taux qui devrait la conduire à relever de nouveaux ses taux directeurs de 25 points de base jeudi prochain. Pour certains analystes, l'actualité extrêmement riche de la semaine pourrait pousser les marchés d'actions encore plus haut.

Cours du : 20 Juillet 2023 Valeur : 24 Juillet 2023				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3647 134.3797
1	EUR	EURO		150.4616 150.5321
1	GBP	POUND STERLING		173.4186 173.4603
100	JPY	JAPANESE YEN		96.2774 96.3088
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6919 18.6966
1	CHF	SWISS FRANC		156.4928 156.5832
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		102.2173 102.2599
1	DKK	DANISH KRONE		20.1955 20.2008
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.0681 13.0734
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.4267 13.4335
1	AED	UAE DIRHAM		36.5768 36.5918
1	SAR	SAUDI RYIAL		35.8172 35.8260
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.9553 438.2900
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.0913 44.5345
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.8085 13.8100
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.2968 28.4420
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6453 3.6457
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.4260 181.4260

FACE À UNE INFLATION TOUJOURS ÉLEVÉE

La BCE va procéder à une nouvelle hausse des taux

Les Espagnols ont commencé à voter dimanche pour des élections législatives potentiellement serrées qui pourraient déboucher sur une défaite de la gauche au pouvoir, tandis que le parti d'extrême droite, allié aux conservateurs, pourrait faire partie d'un gouvernement de coalition pour la première fois en 50 ans.

Lors de la réunion du conseil des gouverneurs jeudi, la Banque centrale européenne (BCE) devrait procéder à une hausse de 25 points de base de ses taux directeurs, comme annoncé lors de sa dernière réunion en juin, l'inflation sous-jacente restant élevée, à 6,9% en juin. Ce renchérissement du coût du crédit alimente les critiques de certains gouvernements de la zone euro qui craignent ses effets négatifs sur leur croissance économique.

Comme la Fed, de l'autre côté de l'Atlantique, la réunion de la Banque centrale européenne (BCE) jeudi devrait se solder, sans surprise, par une nouvelle hausse des taux directeurs pour juguler une inflation qui reste encore trop élevée, alors que certains pays de la zone euro s'alarme des effets négatifs de la politique monétaire sur leurs économies.

Un an après avoir lancé le cycle de relèvement des taux le plus rapide de leur histoire, les gardiens de l'euro gardent le cap, même si le pic semble se rapprocher. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, avait déjà annoncé en juin une « très probable » nouvelle hausse pour la réunion de jeudi de son conseil des gouverneurs.

« Pratiquement tout le monde s'attend à une augmentation de 0,25 point de pourcentage », comme en juin, a déclaré Joachim Nagel, directeur de l'influente banque centrale allemande, la semaine dernière, cité par l'AFP. Cela porterait le taux de dépôt des liquidités bancaires à la BCE, qui fait référence, à 3,75%.

Des signes pour la réunion de septembre

Et ensuite ? L'intérêt de la réunion « va plutôt porter sur les indications que la BCE pourrait donner sur l'orientation future de la politique monétaire », selon Eric Dor, directeur des Études économiques de l'IESEG School of Management. Avec la réunion de septembre en ligne de mire. Pour lutter contre une inflation record en zone euro suite à la reprise post-pandémie puis l'éclatement de la guerre russe en Ukraine, la BCE a depuis juillet dernier remonté ses taux directeurs à une vitesse inédite, les relevant de 400 points de base en un an.

Cette politique renchérit le coût auquel entreprises et ménages empruntent, ce qui doit amener une baisse de la demande et donc de l'activité économique. L'espoir de la BCE est que cela réduise la capacité des entreprises et commerces à augmenter les prix, tout en modérant les revendications salariales. L'institution se sent pressée d'enfoncer encore le clou car, hors énergie, la ralentissement de la croissance des prix est encore très limité. D'un record de 7,9% en mars 2023, l'agrégat (indicateur utilisé par la BCE pour l'inflation) a timidement baissé à 6,9% en juin 2023. Cela fait dire à l'envi à Christine Lagarde que la BCE a encore « du chemin à parcourir » pour peser sur les prix.

La BCE se décidera jeudi au lendemain de la Fed américaine, qui devrait annoncer une nouvelle hausse de taux, la onzième depuis mars 2022, après avoir observé une pause en juin. Les données récentes montrent que la politique de la Fed est en train de calmer l'inflation sans provoquer de hausse du chômage.

Néanmoins, en zone euro, la politique monétaire restrictive passe de plus en plus mal auprès de certaines économies européennes fragiles. De nouvelles augmentations de taux induisent des risques « plus élevés de créer une situation plus difficile pour la croissance au niveau européen », a déclaré mi-juillet le ministre des Finances du Portugal Fernando Medina.

Un remède plus dommageable que la maladie?

Avant lui, la cheffe du gouvernement italien Giorgia Meloni avait critiqué fin juin la « recette simpliste » de la BCE consistant à augmenter les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation, craignant que « le remède se révèle plus dommageable que la maladie ».

Pour le président de la Banque centrale d'Allemagne Joachim Nagel, un « faucon » adepte d'un cap monétaire rigoureux, l'inflation est « une bête avide » et « relâcher la lutte trop tôt (serait) une erreur ». Son homologue de la Banque des Pays-Bas, Klaas Knot, plus mesuré, croit lui qu'une nouvelle hausse des taux en septembre est « au mieux, une possibilité, mais certainement pas une certitude ». Une hausse en juillet devrait suffire et un nouveau resserrement pourrait « nuire à l'économie », prévient de son côté le gouverneur de la Banque de Grèce Yannis Stournaras, « colombe » favorable à une politique monétaire plus laxiste.

ZONE EURO

Nette contraction de l'activité en juillet, selon l'indice PMI

L'activité du secteur privé dans la zone euro a nettement reculé en juillet, après avoir stagné le mois précédent, pénalisée par une chute de la demande en dépit d'une atténuation des tensions inflationnistes, selon l'indice PMI Flash publié lundi par S&P Global. L'indice, calculé sur la base de sondages d'entreprises, s'est replié à 48,9 en juillet, après 49,9 en juin (chiffre révisé) au plus bas depuis huit mois, plombé par une forte chute de l'industrie manufacturière. Un chiffre supérieur à 50 signale une croissance de l'activité, tandis qu'un chiffre en deçà indique une contraction.

ALLEMAGNE/PMI

L'activité se contracte pour la première fois depuis janvier

L'activité des entreprises dans le secteur privé allemand s'est contractée en juillet, renforçant la probabilité d'une récession au second semestre, montrent lundi les résultats préliminaires des enquêtes S&P Global/HCOB auprès des directeurs d'achat. L'indice PMI composite "flash" est tombé à 48,3, sous la barre des 50 séparant croissance et baisse de l'activité pour la première fois depuis janvier. En juin, il était ressorti à 50,6. Le consensus des analystes interrogés par Reuters pour juillet était de 50,3. "C'est un mauvais démarrage pour le troisième trimestre", a déclaré Cyrus de la Rubia, chef économiste à Hamburg Commercial Bank (HCOB). "Notre (prévision) de PIB pour le troisième trimestre (...) indique (désormais) une croissance négative", a-t-il ajouté.

L'indice PMI composite, qui regroupe les secteurs manufacturier et des services, représente plus des deux tiers de l'économie allemande. L'indice du seul secteur manufacturier est tombé à 38,8 en juillet, contre 40,6 en juin et un consensus à 41,0. Le ralentissement de la croissance du secteur des services observé en juin s'est prolongé ce mois-ci, ressortant à 52,0 contre 54,1 le mois précédent et un consensus à 53,1.

GRÈCE

Les touristes étrangers cherchent à fuir les feux de forêt

Les incendies continuaient de se propager lundi en Grèce, forçant l'évacuation de vacanciers d'une plage de l'île de Corfou alors que des touristes prenaient d'assaut l'aéroport de Rhodes pour quitter l'île. Les feux de forêt font rage depuis mercredi sur l'île de Rhodes et ont mené à l'évacuation de 19.000 personnes durant le week-end alors que les incendies ont touché les stations balnéaires sur les côtes de l'île.

Rhodes et Corfou sont les destinations en Grèce les plus prisées par les touristes, notamment venus du Royaume-Uni et d'Allemagne. "C'est le septième jour d'incendie et il n'est toujours pas sous contrôle", a déclaré à la télévision publique le maire-adjoint de Rhodes, Konstantinos Taraslias. Les touristes ont passé la nuit dans l'aéroport, en espérant rentrer chez eux. "C'était un peu compliqué sur la plage avec la fumée", a affirmé John Hope, vacancier venu de Manchester en Angleterre.

La compagnie aérienne easyJet a indiqué dimanche avoir affrété pour lundi deux vols de rapatriement en plus des neufs vols déjà opérés entre l'île et l'aéroport de Gatwick à Londres. "Nous avons beaucoup de clients là-bas qui veulent rentrer à la maison. On ne va pas les laisser de côté", a déclaré un dirigeant de Ryanair sans toutefois ajouter de nouveaux vols. A Corfou, où 59 personnes ont

été évacuées d'une plage dimanche, les évacuations se sont poursuivies par la mer. Sur l'île de Rhodes, certains vacanciers affirment avoir marché pendant des kilomètres pour trouver un refuge. La Grèce est souvent touchée par des feux de forêt en été, mais le changement climatique a mené à des températures de plus en plus extrêmes dans le sud de l'Europe. Le mercure a dépassé les 40 degrés Celsius dans plusieurs pays et la tendance devrait persister.

FRANCE

L'Etat dévoile un plan ambitieux pour diminuer l'empreinte carbone, il reste à l'appliquer

Le Secrétariat général à la planification écologique (SGPE) a publié, ce lundi, une note détaillant les objectifs chiffrés de réductions des émissions de gaz à effet de serre de plusieurs secteurs d'activité. Ce document dévoilé par un organe de l'État doit permettre de réduire de 50% les émissions de la France d'ici à 2030, par rapport à 1990. L'horloge tourne et le gouvernement ne veut pas être en retard sur ses objectifs de réductions de 50% de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici à 2030, par rapport à 1990. Dans cette optique, le secrétariat général à la planification écologique (SGPE) a établi un « tableau de bord » détaillant les objectifs de réduction de CO2 de nombreux secteurs, ce lundi. Cette publication fait suite à l'annonce d'Emmanuel Macron vendredi, en Conseil des ministres, qui a assuré qu'il présentera d'ici la « fin de l'été » sa stratégie complète pour « la planification écologique pour le pays, qui touchera tous les secteurs (et) qui donnera de la visibilité en termes de changement, en termes d'investissements et qui a été le fruit d'un très gros travail ces derniers mois ». Cette feuille de route devait initialement être détaillée début juillet mais avait été reportée en raison des émeutes. Ce lundi, le nouveau « tableau de bord » publié par le SGPE répartit ces économies de façon plus fine qu'auparavant dans l'objectif de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre de la France de 403,8 millions de tonnes de CO2 équivalent (Mt CO2e) en 2022 à 270 millions en 2030. Ces premiers indicateurs « seront complétés, dans le courant de l'année,

par des indicateurs plus complets, y compris pour couvrir les autres enjeux de la planification écologique (biodiversité, adaptation, ressources naturelles, etc.) », précise le SGPE. La production et la consommation d'énergie au centre du programme Toujours est-il que dans sa note publiée ce lundi, l'organisme affirme que la part totale des énergies renouvelables dans l'ensemble de la production électrique devra passer de 26% à 34% d'ici 2030. L'énergie solaire devra être multipliée par trois, l'éolien offshore par près de quatre, tandis que l'éolien terrestre devra progresser de plus 55%. Le biogaz devra passer de 8 térawatt-heures en 2020 à 50 en 2030. Les usines d'acier, de ciment ou d'autres industries devront fortement réduire leurs émissions, via notamment le captage de CO2, une technologie encore embryonnaire, mais pas seulement. Les 50 sites les plus émetteurs hors raffinage devront ainsi passer de 43 Mt CO2e émis en 2022 à 25, et le reste de l'industrie de 33 à 20. La réindustrialisation verte de la France est le principal cheval de bataille du président. « La bataille pour la réindustrialisation est clé sur le plan économique, est clé sur le plan géopolitique, est clé sur le plan politique et sur l'unité de la nation », avait annoncé Emmanuel Macron lors d'un discours-fleuve au palais de l'Élysée le 11 mai dernier, dans lequel il avait détaillé les grands axes de la politique industrielle de l'économie française.

MERCEDES-BENZ VANS

Une nouvelle plateforme dès 2026

À partir de 2026, tous les véhicules utilitaires électriques Mercedes-Benz seront basés sur une unique plateforme, la VAN.EA, une architecture électrique « modulaire et évolutive ».



Dans trois ans, tous les nouveaux véhicules utilitaires électriques de Mercedes-Benz seront réalisés sur une seule et même plateforme. Baptisée VAN. EA, pour « Van Electric Architecture », elle se veut « innovante, modulaire et évolutive » pour reprendre les termes du constructeur. Tous les véhicules, cela signifie que tous les futurs modèles électriques seront réalisés sur cette base, qu'il s'agisse de purs utilitaires, de vans de loisirs ou des véhicules haut de gamme destinés au transport de passagers. La VAN. EA constitue « la base de l'ambition de Mercedes-Benz Vans

d'être le leader de la propulsion électrique », affirme la marque, et « sera une étape importante sur la voie de la réalisation des objectifs "Ambition 2039" de la division Vans, c'est-à-dire un parc de véhicules neufs neutres en carbone ».

Trois modules

Cette plateforme est entièrement nouvelle, les ingénieurs étant partis d'une feuille blanche. Elle n'est destinée qu'aux seuls véhicules utilitaires à batterie, de moyenne ou de grande taille, actuels Vito et Sprinter. Dans le détail, cette nouvelle plateforme se compose de trois

modules. Le module avant comprend le moteur, la chaîne de traction et l'essieu. Il sera commun à toutes les variantes déclinées sur cette plateforme. Le bloc central permet lui d'adapter la longueur du véhicule. C'est ici aussi que se trouvent les batteries. Quant au module arrière, il sera proposé en deux versions : avec moteur électrique pour les versions à transmission intégrale et sans moteur électrique pour les versions à traction avant. En 2026, le premier modèle VAN. EA devrait être le nouveau Sprinter électrique.

TÉLÉPHONER EN FAISANT LE PLEIN

C'est interdit !

Nous voyons tous ce petit panneau, généralement rouge, lorsque nous faisons le plein d'essence qui nous interdit d'utiliser notre portable. Une mesure de sécurité qui, contrairement aux apparences a une véritable utilité, et dont le non-respect pourrait avoir des conséquences catastrophiques. L'interdiction de fumer près des pompes à essence, si elle nous paraît évidente, s'accompagne également de celle d'utiliser ou d'allumer son téléphone portable. Si cela peut paraître surprenant, cette interdiction est néanmoins inscrite dans la loi et l'arrêté du 15 avril 2010 prévoit qu'elle soit affichée « soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes et ce au niveau de chaque appareil de distribution ».

Ce que ce panneau ne vous dit pas c'est que cette loi s'applique à l'ensemble des appareils électriques, quels qu'ils soient. Ainsi, un geste anodin que nous faisons tous, comme une simple clé de voiture commandant l'ouverture des portières à distance pourrait à ce titre également constituer un risque.

Dans la pratique, nous ne devrions jamais utiliser le moindre appareil fonctionnant avec des piles ou une batterie près d'une pompe à essence. Le texte de loi précise par ailleurs : « Les propriétaires des stations de service ou leurs employés ne pourront pas fournir de carburant aux clients à moins que le moteur et les feux du véhicule ne soient éteints. Les systèmes électriques comme les radios et les appareils émettant des rayonnements électromagnétiques tels que les téléphones portables doivent également être éteints ».

Ce panneau précise sans le dire que tous les systèmes électriques, les appareils émettant des rayonnements électromagnétiques dont les téléphones portables doivent être éteints.

Ce panneau précise sans le dire que tous les systèmes électriques, les appareils émettant des rayonnements électromagnétiques dont les téléphones portables doivent être éteints.

Pourquoi cette interdiction ?
Lorsque vous faites le plein, des

vapeurs d'essence s'échappent du trou de remplissage et ces vapeurs, même si nous ne nous en rendons pas compte, sont hautement inflammables.

Or, la raison majeure pour laquelle nous ne pouvons pas utiliser d'appareils électroniques près d'une pompe à essence est en fait liée à la charge d'électricité statique qu'ils possèdent. En effet, en théorie, cette dernière pourrait provoquer des étincelles de votre portable vers le carburant, déclenchant alors un incendie accidentel, voire une explosion.

En fait, il s'agit surtout d'une mesure de prévention au cas où une défaillance de la batterie, comme cela se produit régulièrement sur des véhicules électriques, ne risque de déclencher une inflammation ou une explosion du téléphone. Et ce même si, dans la réalité, aucun accident de ce type ne s'est jamais produit et n'a que peu de probabilité de se produire. Ce principe de précaution ne repose d'une part que sur les décisions de sécurité appliquées par les groupes pétroliers et d'autre part, sur le principe que les

constructeurs de téléphones portables ne certifient pas leurs appareils pour une utilisation en zone explosible (ATEX).

D'ailleurs, l'Ineris (Institut national de l'environnement industriel et des risques) expert en risques technologiques, alerte sur la confusion entre absence de risque et risque réel ayant une probabilité très faible : « Si on considère qu'il y a toujours une zone ATEX lorsque l'on fait le plein de carburant, que la zone explosible est variable de quelques centimètres à plusieurs dizaines de centimètres par temps très chaud, le risque résulte d'un dysfonctionnement du téléphone lorsque l'on fait le plein, en sachant que tous les utilisateurs ont un portable. Ce risque est très faible car les téléphones ne produisent quasiment pas d'étincelles mais rien ne permet de dire qu'ils sont conçus pour éviter ces étincelles ».

OITURES ÉLECTRIQUES ?

La charge rapide endommage-t-elle vraiment la batterie

D'après une étude d'un spécialiste du diagnostic des batteries de voitures électriques, celles-ci perdraient en efficacité en cas d'utilisation répétée de la charge rapide. Mais les chiffres qu'elle montre n'ont rien de catastrophiques pour autant. Depuis quelques années, on entend régulièrement dire que la charge rapide en courant continu, une technique de recharge nécessaire pour les voitures électriques lors de longs trajets, risque de réduire la durée de vie des batteries. On manque encore malheureusement de données sur le sujet mais l'étude d'Aviloo Battery Diagnostics, un spécialiste autrichien qui commercialise un test permettant de mesurer l'état des batteries des voitures électriques, permet d'en apprendre un peu plus sur ce point.

D'après son étude publiée à la fin du mois de mars, l'utilisation régulière de la recharge rapide aurait bien un impact négatif sur la durée de vie des batteries des voitures électriques. Réalisée pendant trois ans sur 160 modèles différents, l'étude indique que les autos dont les propriétaires utilisant exclusivement la recharge rapide présentent une usure supérieure de 7,5% après 100 000 kilomètres de vie par rapport aux autos électriques rechargées en courant alternatif. Elle montre aussi que ces batteries vieillissent de 17% en plus après 200 000 kilomètres.

Pas si catastrophique ?

L'étude manque hélas de chiffres et de précisions mais les quelques données qu'elle procure n'ont pas de quoi effrayer outre-mesure : si les batteries d'une voiture électrique ne s'endommagent que de 7,5% en plus après 100 000 kilomètres et de 17% après 200 000 kilomètres, les pertes en efficacité à cause de la charge rapide ne seraient pas si importantes. Les batteries d'une voiture électrique s'usent de toute façon de manière naturelle au fil des cycles de charge mais les rares données sur la fiabilité à long terme de ces batteries sont plutôt de nature à rassurer elles aussi.

POUR UNE «SYMBIOSE AVEC L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE»

Neuralink va pouvoir tester sur des humains ses puces

Elon Musk a de quoi se réjouir : sa start-up Neuralink vient de recevoir le feu vert des autorités de santé américaines pour tester les implants cérébraux connectés sur des humains dont l'objectif est de permettre à l'humanité d'arriver à « une symbiose avec l'intelligence artificielle ».

La start-up Neuralink, une des entreprises d'Elon Musk, a annoncé ce jeudi 25 mai sur Twitter qu'elle avait reçu l'accord des autorités sanitaires américaines pour tester ses implants cérébraux connectés sur des humains. « C'est un premier pas important qui permettra un jour à notre technologie d'aider de nombreuses personnes », a déclaré la société californienne, précisant que « les recrutements pour les essais cliniques ne sont pas encore ouverts ». Neuralink conçoit des appareils connectés à implanter dans le cerveau pour communiquer avec les ordinateurs directement par la pensée. Ils doivent d'abord servir à aider des personnes paralysées ou souffrant de maladies neurologiques. La start-up veut en-

suite rendre ces implants suffisamment sûrs et fiables pour qu'ils relèvent de la chirurgie élective (de confort) -- des personnes pourraient alors déboursier quelques milliers de dollars pour doter leur cerveau d'une puissance informatique. Pour Elon Musk, ces puces doivent permettre à l'humanité d'arriver à une « symbiose avec l'intelligence artificielle (IA) », selon ses mots de 2020, prononcés lors de la conférence annuelle de l'entreprise. Le milliardaire craint que des systèmes d'IA ne dépassent les humains et ne prennent un jour le contrôle. En mars, il a fondé X.AI, une nouvelle entreprise spécialisée dans l'IA, probablement pour rivaliser avec OpenAI, l'entreprise qui a conçu ChatGPT, un programme d'IA générative à succès, capable d'interagir avec les humains et de produire toutes

sortes de textes sur demande.

Travailler plus vite pour devancer la concurrence

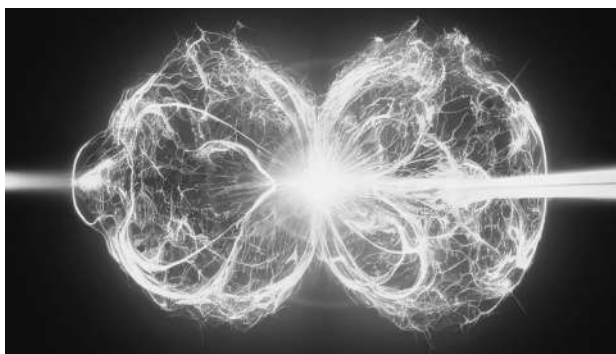
« Nous sommes désormais confiants dans le fait que l'appareil de Neuralink soit prêt pour les humains, donc le calendrier dépend du processus d'approbation de la FDA », l'agence américaine du médicament, avait-il indiqué fin novembre sur Twitter, un mois après avoir racheté le réseau social. La FDA n'a pas immédiatement répondu à une sollicitation de l'AFP.

Le patron de Tesla et SpaceX (exploration spatiale) est un habitué des prédictions hasardeuses, notamment au sujet de l'autonomie des voitures électriques Tesla. En juillet 2019, il avait estimé que Neuralink pourrait réaliser ses premiers tests sur des individus en 2020. Pour l'instant, les prototypes

de la taille d'une petite pièce de monnaie ont été implantés dans le crâne d'animaux. Plusieurs singes sont ainsi capables de « jouer » à des jeux vidéo ou de « taper » des mots sur un écran, simplement en suivant des yeux le mouvement du curseur à l'écran. Fin novembre, la start-up avait aussi fait le point sur ses dernières avancées dans la conception d'un robot-chirurgical et le développement d'autres implants à installer dans la moelle épinière ou les yeux, pour rendre la mobilité ou la vision. En 2022, Elon Musk a exhorté les employés de Neuralink à travailler plus vite. « Nous serons tous morts avant que quoi que ce soit d'utile ne se produise », leur a-t-il dit lors d'une réunion l'année dernière, d'après l'agence de presse Bloomberg.

MICROSOFT

Pari sur la commercialisation de la fusion nucléaire d'ici 5 ans !



confiant dans sa capacité à démarrer son premier réacteur en seulement cinq ans.

Un réacteur d'un gigawatt ?

L'accord prévoit que Microsoft achètera 50 mégawatts d'électricité générés par fusion nucléaire à partir de 2028, avec une période de

montée en puissance d'un an le temps que le réacteur soit pleinement opérationnel, et des pénalités si Helion Energy ne parvient pas à produire de l'électricité. Toutefois, la firme voit bien plus grand et vise le gigawatt, soit 20 fois la puissance promise à Microsoft. Pour financer ses recherches sur la fusion nucléaire, Helion Energy a réussi à lever plus de 570 millions de dollars de fonds privés. L'un des principaux investisseurs est Sam Altman, l'un des cofondateurs d'OpenAI, connu pour ChatGPT. En 2021, l'homme avait révélé avoir investi à hauteur de 375 millions de dollars. Avant de commencer la production commerciale, Helion Energy compte mettre en ligne dès l'année prochaine son réacteur de septième génération Polaris, qui utilise des champs magnétiques pulsés et l'hélium-3 comme carburant, plutôt que le tritium qui est privilégié par la concurrence.

L'entreprise Helion Energy prévoit de commencer la production commerciale d'électricité grâce à la fusion nucléaire d'ici cinq ans. La firme est tellement confiante qu'elle vient de conclure un accord avec Microsoft, qui lui achètera de l'électricité à partir de 2028. La fusion nucléaire est le Graal de la production d'électricité propre et écologique. Cette technologie ne produit aucun déchet radioactif, à l'inverse de la fission nucléaire. De nombreux chercheurs planchent dessus pour en faire une réalité, y compris des entreprises privées. Microsoft vient d'annoncer avoir conclu un accord avec la firme Helion Energy pour lui acheter de l'électricité... en 2028. Il s'agit très certainement du premier accord du genre au monde, alors que la fusion nucléaire est encore loin du stade commercial. Néanmoins, cette annonce montre à quel point Helion Energy est

DOPÉ À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE Tentez la nouvelle expérience du moteur de recherche de Google

Pour contrer l'avance de Microsoft avec Bing AI, Google lance Search Generative Experience. Cette version expérimentale du moteur de recherche permet d'obtenir des réponses générées par IA ainsi que des liens source. Google sort les grandes rames pour tenter de se hisser au niveau de Microsoft avec Bing AI et ChatGPT. Pour y parvenir, le géant de l'internet vient d'annoncer sur son blog l'arrivée de Search Generative Experience, ou SGE. Il s'agit d'une version expérimentale du moteur de recherche dopée par des réponses générées par intelligence artificielle. Avec SGE, au lieu d'une liste de liens de pages Web, comme ChatGPT, l'IA va répondre aux questions dans une zone verte ou bleue en langage naturel et ajoute des liens pointant vers les sources qu'il a utilisé. Il est possible d'affiner les réponses en dialoguant avec ce chatbot. Pour accéder à SGE, il faut tout d'abord s'inscrire. Il faut noter que pour le moment, l'outil n'est disponible qu'aux Etats-Unis et en anglais pour un nombre limité d'utilisateur. Mais, tout comme avec Bard, il est possible de se placer sur une liste d'attente. Une fois connecté à votre compte Google, à partir du navigateur Chrome, il faut cliquer sur ce lien pour vérifier si l'on est éligible à cette version de test. Il y a de fortes chances que dans l'immédiat un message indiquant que ce programme n'est pas encore disponible pour votre compte s'affiche. Si toutefois l'on est éligible, une icône Labs s'affiche et en cliquant dessus, il est possible de rejoindre la liste d'attente. Comme pour Bard, dès que l'outil est disponible, un mail de confirmation est envoyé via Gmail. Comme Google l'avait indiqué lors de sa conférence I/O, dans ce « Lab » d'autres fonctions expérimentales sont disponibles. C'est notamment le cas du générateur de code accessible directement dans l'outil de recherche ou encore de l'intégration de l'IA dans Google Sheets.

PLUS FINS QU'UN CHEVEUT

Des robots

peuvent se

déplacer dans le corps

Des chercheurs américains ont créé des robots cinq fois plus fins qu'un cheveu humain, et qui bougent sous l'action du son. Ils sont capables de se déplacer dans le corps pour y déposer des médicaments de manière ciblée.

De nombreux chercheurs en médecine tentent de créer des robots tellement petits qu'ils peuvent se déplacer dans le corps humain, comme dans la série Il était une fois... la Vie, et y déposer des médicaments de manière ciblée. Dans un article publié dans la revue Small, des chercheurs de l'université du Colorado à Boulder sont parvenus à créer des microrobots capables de transporter des médicaments et qui évoluent grâce au son.

Ces microrobots sont propulsés grâce à un champ acoustique. Ces robots microscopiques ne mesurent que 20 micromètres de largeur, et peuvent se déplacer à la vitesse de 3 millimètres par seconde. Ils sont créés à partir de polymères biocompatibles avec un système d'impression 3D, et sont composés de trois pales et une bulle d'air coincée au centre. Sous l'effet d'un champ acoustique, comme des ultrasons, la bulle vibre et propulse le robot vers l'avant. Les chercheurs ont introduit des essaims de milliers de microrobots dans des souris. Ils ont placé de la dexaméthasone, un anti-inflammatoire stéroïdien, dans la bulle au centre des microrobots, qui a ensuite été transportée jusque dans la vessie. Les microrobots se sont collés aux parois de la vessie, puis ont libéré leur cargaison sur une période de deux jours.

Selon les chercheurs, cela permettrait d'administrer des médicaments de manière plus ciblée et sur une période plus longue, ce qui donnerait de meilleurs résultats chez les patients. « Si nous parvenons à faire fonctionner ces particules dans la vessie, a déclaré M. Lee, nous pourrions alors obtenir une libération plus soutenue du médicament, et peut-être que les patients n'auront pas à se rendre à la clinique aussi souvent. » La prochaine étape sera de rendre les microrobots biodégradables, afin qu'ils puissent se dissoudre dans le corps.

OMRA

Début des inscriptions pour les entreprises saoudiennes souhaitant établir des contrats avec des agences algériennes

L'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO) a annoncé, lundi, le début des inscriptions pour les entreprises saoudiennes en charge de la Omra souhaitant établir des contrats avec des agences de tourisme algériennes, en vue d'organiser l'opération pour la saison 1445 de l'hégire. L'ONPO invite, dans un communiqué, les propriétaires d'entreprises en charge de la Omra en Arabie saoudite, souhaitant établir des contrats avec des agences de tourisme algériennes pour l'organisation de l'opération pour la saison 1445 de l'hégire, à "s'inscrire ou activer leurs comptes via le portail algérien de la Omra dans la rubrique dédiée à l'agent saoudien et à saisir les données requises à l'adresse <https://bawabetelomra.dz>". Les inscriptions sont ouvertes du 24 juillet au 31 octobre prochain, précise le communiqué. Les réfugiés (HCR), la Banque africaine de développement (BAD) et le Fonds arabe pour le développement économique et social.

PLAN CLIMAT «DÉFAILLANT» DE SHELL

Une plainte rejetée par la justice britannique

Une procédure lancée en début d'année contre les plus hauts dirigeants du géant de l'énergie Shell pour leur gestion «défaillante» des risques du changement climatique a été rejetée par la justice britannique, a annoncé lundi l'ONG de défense de l'environnement ClientEarth. ClientEarth avait déposé en février devant la Haute Cour d'Angleterre et du Pays de Galles une action contre le conseil d'administration de Shell pour «ne pas avoir géré les risques matériels et prévisibles posés à l'entreprise par le changement climatique». Mais les juges ont rejeté à deux reprises cette procédure, dans une décision adoptée en mai et confirmée lundi, estimant que la plainte n'était pas suffisamment étayée. L'ONG s'est dit lundi dans un communiqué «déçue» par la décision et a annoncé son intention de faire appel. L'ONG «ne tient absolument pas compte de la manière dont les administrateurs d'une entreprise aussi grande et complexe que Shell doivent équilibrer une série de considérations contradictoires», a réagi l'entreprise dans une déclaration transmise à l'AFP, se disant «confiante» quant à la suite de la procédure. En mai, Shell avait obtenu le soutien d'une grande majorité d'actionnaires lors de son assemblée générale annuelle, malgré un début de séance chaotique et de nombreux doutes exprimés sur sa transition énergétique. Le groupe a depuis annoncé qu'il table désormais sur une production de pétrole «stable» jusqu'en 2030 alors qu'il avait annoncé des objectifs de réduction auparavant. «La stratégie du Conseil d'administration pour gérer les risques de la transition énergétique était fondamentalement défaillante. Maintenant, (les dirigeants) semblent abandonner carrément toute intention de prendre des mesures significatives», a dénoncé Paul Benson, avocat de ClientEarth, cité dans le communiqué.

NORVÈGE

Une attaque informatique menée contre 12 ministères

La faille exploitée par les hackers a été corrigée, mais les employés des 12 ministères ne peuvent toujours pas lire leurs courriels professionnels. Les autorités norvégiennes ont fait état ce lundi 24 juillet d'une attaque informatique contre la plateforme de 12 ministères, une opération d'origine encore indéterminée qui a provoqué l'ouverture d'une enquête. «Nous avons détecté une vulnérabilité jusqu'alors inconnue dans le logiciel d'un de nos fournisseurs», a déclaré Erik Hope, le chef de l'agence gouvernementale notamment chargée de la sécurité informatique. «Cette vulnérabilité est exploitée par un acteur inconnu», a-t-il ajouté. «Il est trop tôt pour dire qui est derrière (cette attaque, ndlr) et pour déterminer son ampleur», a-t-il dit lors d'une conférence de presse. Disposant de leurs propres plateformes, les fonctions régaliennes du gouvernement - services du premier ministre, ministères de la Défense, des Affaires étrangères et de la Justice (équivalent du ministère de l'Intérieur) -, ne sont pas concernées. Selon Erik Hope, la vulnérabilité a été corrigée mais les employés des 12 ministères ne peuvent toujours pas lire leurs courriels professionnels sur leurs téléphones portables ou tablettes. «Le travail du gouvernement continue normalement», a assuré le ministre des Affaires régionales, Sigbjørn Gjelsvik. La police criminelle a ouvert une enquête. En 2020 et 2021, le Parlement norvégien avait lui aussi été la cible d'attaques informatiques, dont au moins une avait officiellement été attribuée au groupe de hackers russes Fancy Bear, lié aux services russes. Des accusations «sans preuves» alors qualifiées d'«inacceptables» par l'ambassade de Russie.

DÔME DE CHALEUR

L'Afrique du Nord en proie à des températures avoisinant les 50 °C

Un imposant «dôme de chaleur» s'est installé depuis environ deux semaines au-dessus du Maghreb, faisant de la région l'une des plus chaudes au monde. Les écarts de températures par rapport aux moyennes saisonnières vont de 4 °C à 10 °C. Les pays d'Afrique du Nord sont frappés depuis environ deux semaines par une vague de chaleur extrême, qui fait grimper les températures à des niveaux toutoyant les 50 °C. En Tunisie, les températures ont atteint 49 °C dans l'après-midi de ce lundi 24 juillet dans plusieurs villes du pays, dont la capitale Tunis et la ville de Kairouan (Centre), selon l'Institut national de la météorologie (INM). L'Institut a lancé une alerte «vigilance rouge» dans dix gouvernorats du pays, indiquant qu'une très forte canicule s'installera sur une grande partie du pays, du dimanche 23 au mardi 25 juillet 2023, avec des températures supérieures à la moyenne normale de 6 à 10 °C. En Algérie, des températures record et inhabituelles, atteignant 49 °C, ont été déjà relevées à Alger dimanche 23 juillet. L'Office



national de la météorologie (ONM) a noté dans un bulletin spécial que le pays avait déjà connu du 9 au 12 juillet des pics jamais atteints auparavant : 47,9 °C à Alger, 46,8 à Maghnia (extrême-ouest) et 44,8 à Béjaïa (Centre). De son côté, la Direction générale marocaine de la météorologie (DGM) a mis en garde contre une vague de chaleur prévue à partir du lundi 24 juillet jusqu'au jeudi dans différentes provinces du Royaume, avec des températures pouvant atteindre les 46°C. En Libye, des températures record de 47 °C sont attendues mardi 25 juillet dans la ville de Sabratha (Nord-ouest). A l'échelle régionale, les

écarts des températures par rapport aux moyennes saisonnières vont de 4 °C à 10 °C, d'après Omar Baddour, responsable de la division des services de surveillance du climat et des politiques climatiques de l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Cet affolement des thermomètres s'explique par l'installation au-dessus de la région d'un puissant «dôme de chaleur», qui sévit au-dessus de la ligne tropicale dans l'hémisphère nord, c'est-à-dire dans la zone qui va du Sahara jusqu'à la Méditerranée. Le dôme de chaleur est une zone fermée de hautes pressions, qui emprisonne de l'air chaud à tous les étages de l'atmosphère et fait grim-

per la température à des niveaux record le jour tout en les empêchant de redescendre la nuit. Il s'agit d'un phénomène météorologique lié à la présence d'un anticyclone de blocage qui persiste à un même endroit et provoque la stagnation des masses d'air chaud. Cette zone de hautes pressions favorise également la descente de l'air, agissant comme un couvercle sur une casserole. D'après les météorologues, un petit répit est toutefois attendu à partir du milieu de la semaine encore, même si les températures élevées devraient durer jusqu'en août, selon les prévisions de l'Organisation météorologique mondiale (WMO).

Source : Ecofin

ILLIZI

Un hôpital de 120 lits en cours de réalisation

Le secteur de la santé d'Illizi sera renforcé par un hôpital de 120 lits en cours de réalisation au centre ville, a-t-on appris ce lundi auprès de la wilaya. Ce projet, qui a bénéficié des mesures de levée de gel et qui enregistre un avancement dans ses travaux, sera doté de plusieurs services médicaux au profit de la population de la wilaya, dont la médecine interne, la transfusion sanguine, la pédiatrie et autant d'autres spécialités médicales, en plus d'un bloc des urgences et un autre réservé à la pharmacie de l'hôpital, ainsi que d'autres installations permettant d'assurer le confort des patients, selon la même source. Il est question, une fois réceptionnée cette future structure de santé, d'assurer la formation du personnel paramédical pour couvrir les besoins de la wilaya dans ce corps médical, dont notamment en infirmiers et sages-femmes, a-t-on expliqué. Lors d'une récente visite des chantiers de l'hôpital, le wali d'Illizi, Ahmed Belhaddad, a souligné la nécessité de respecter les normes de réalisation exigées, ainsi que les délais de livraison. Des citoyens ont salué la concrétisation de ce nouvel hôpital qui contribuera à l'amélioration des prestations de santé dans la wilaya d'Illizi, ainsi que les conditions de prise en charge mé-

dicale au profit des patients de la région et d'éviter les déplacements vers des structures de santé d'autres wilayas. // La reprise en Chine est confrontée à de «nouvelles difficultés», ont admis lundi à Pékin des responsables chinois, dont le président Xi Jinping, réunis pour faire le point sur la situation économique, après des chiffres trimestriels décevants. Il a été souligné «lors de la réunion que le fonctionnement actuel de l'économie se heurte à de nouvelles difficultés et de nouveaux défis», a rapporté la télévision d'État CCTV, évoquant en particulier une faible demande intérieure. Le compte rendu de la réunion décrit également un «nombre important de risques» non précisés, des «dangers larvés dans des domaines clés» ainsi qu'un «environnement extérieur complexe et difficile», sur fond de tensions géopolitiques avec les États-Unis et de guerre en Ukraine. La Chine a dévoilé lundi dernier un chiffre de croissance pour le deuxième trimestre (+6,3% sur un an), très inférieur aux attentes d'analystes. Ce rythme, qui ferait bien des envieux dans la plupart des grandes économies, est toutefois en trompe-l'œil car la comparaison se fait toujours avec la même période un an

plus tôt. Or au deuxième trimestre 2022, la croissance avait été lourdement pénalisée par le confinement de la capitale économique Shanghai. D'un trimestre à l'autre, base de comparaison plus réaliste, la croissance du géant asiatique a seulement progressé de 0,8% sur la période avril-juin. Le mois dernier, le taux de chômage chez les 16-24 ans a par ailleurs atteint un nouveau record à 21,3%, selon des chiffres officiels qui ne tiennent compte que de la situation dans les grandes villes. Les dirigeants chinois se réunissent traditionnellement fin juillet pour analyser la situation économique du pays avant leur pause estivale. Le président chinois Xi Jinping réunit le Bureau politique, l'instance de décision du Parti communiste chinois (PCC) qui regroupe, avec lui, les 24 personnalités politiques les plus importantes du pays. La Chine vise environ 5% de croissance cette année, un objectif qui pourrait toutefois être difficile à atteindre, avait averti il y a quelques mois le Premier ministre chinois Li Qiang. Le chiffre officiel de la croissance en Chine, éminemment politique et sujet à caution, n'en reste pas moins toujours scruté de près, compte tenu du poids de la deuxième économie mondiale.